

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 5 NOVEMBRE 1977 - N° 550

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

CARRILLO MIS EN QUARANTAINE PAR BREJNEV

Sous prétexte de célébrer le 60^e anniversaire de la Révolution d'Octobre qu'il a complètement trahie, Brejnev avait convoqué les dirigeants des partis révisionnistes étrangers. Il s'agissait d'affirmer, en fait, la prééminence du parti révisionniste soviétique sur les autres partis ; son rôle de chef d'orchestre du révisionnisme au plan international.

Mais il y a eu quelques couacs.

Carrillo, secrétaire général du parti espagnol, n'a pas eu droit à la parole : « Je ne suis pas intervenu parce qu'on ne m'a pas donné la parole » a-t-il déclaré. D'autre part, il y a eu des murmures lors de l'intervention de Berlinguer et des applaudissements ont été très mesurés pour le Français René Piquet.

Brejnev distribue donc et dose punitions et récompenses : plusieurs révisionnistes occidentaux se trouvent obligés de ne plus porter aux nues le régime soviétique de plus en plus discrédité. Mais Brejnev entend le leur interdire.

Il a de puissants moyens pour cela : il sait bien que le PCI, aussi bien que le PCF, feraient nécessairement appel à l'appui du social-impérialisme soviétique dès qu'ils se trouveraient au gouvernement.

C'est pourquoi tous ces messieurs continuent de faire le voyage de Moscou. C'est pourquoi Berlinguer et Piquet ont mis beaucoup d'eau dans leur vin.

Carrillo lui-même a d'ailleurs essayé de se dédouaner auprès de Brejnev : « J'aurais dit approximativement les mêmes choses que Berlinguer ».

Barre à la télévision

le plan de chômage continue



Une des grandes mesures du Joffre de l'économie : le blocage des prix sur la pâtisserie fraîche

aveu d'échec sur les prix

Lire notre article page 7

Rassemblement CFDT à Épinal

Réo, Schlumpf, Deffrenne, Montefibre...

LA VOLONTÉ DE RASSEMBLER LES LUTTES



Trois régions : Nord, Lorraine, Alsace, trois fédérations : Hacıtux, Métallurgie, Mines. Une telle initiative de la CFDT ne s'était pas vue depuis longtemps. Pour les Réos, les Deffrenne ou les Schlumpf, ce rassemblement d'Épinal doit être un premier pas pour que la Confédération prenne réellement en mains la coordination de toutes les luttes, au niveau national. Partout

où les luttes durent depuis des mois (21 mois chez Réo), cette volonté apparaît de ne pas rester isolés, dans une situation où seul un rapport de force très important peut mener toutes ces batailles à la victoire. C'est avec cet espoir que les travailleurs de ces trois régions et trois fédérations CFDT viendront ce samedi à Épinal.

Lire notre article page 4

Les Montefibre dans la rue à Épinal

Dubigeon, après le vote de mercredi

Où en est-on à Dubigeon, après l'initiative prise par la section CFDT d'organiser un vote mercredi sur la suite à donner au mouvement en cours ? Quelques 48 heures après, il est nécessaire de revenir sur ce vote proprement dit. (Lire page 3)

Sonacotra : rassemblement au Palais de Justice

La direction Sonacotra passait ce vendredi en appel, après avoir bénéficié d'un non lieu. Le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève appelait à un rassemblement devant le Palais de justice à 14 h.

L'assassin a eu tout son temps pour fuir

Identifié dès dimanche, le tueur à la canadienne à carreaux qui a assassiné dimanche soir Lucien Melyon à l'entrée d'un concert pop a eu tout son temps pour s'enfuir : la police a laissé 3 grands jours avant de se décider à essayer de l'arrêter. Jeudi soir, les amis de Lucien Melyon appelaient au boycott du concert devant le Pavillon de Partin. (Lire page 5)

Giscard accentue ses pressions contre le Polisario

Giscard multiplie ses contacts diplomatiques. Mais dans le même temps, il poursuit l'envoi de militaires au Sénégal. Il se concerte avec Hassan II. On parle d'employer des Mirage au Sahara Occidental. (Lire page 8)

Notre enquête :

Les radios locales

Aujourd'hui

Les radios vertes parisiennes : vers un nouveau départ ?

Lire en page 2 l'interview de militants écologistes

Les radios locales

● Les radios vertes parisiennes ne sont pas mortes. Nous relations hier leurs débuts difficiles, et le fossé qui s'était fait jour entre les idées et les réalisations. Mais tout le travail entrepris alors ne l'a pas été en vain. Les écologistes n'ont pas abandonné leur idée et comptent bien la mettre à nouveau à profit pour les législatives, en envisageant dès maintenant ce qui se passera après les élections. Pour faire le point sur le projet et en cerner mieux les conceptions, nous avons rencontré Jacques et Philippe, membres des Amis de la Terre, qui ont travaillé dès le début au projet de radios vertes à Paris.

Nous aborderons demain d'autres expériences, faites à Nantes et en Alsace.

Propos recueillis par Eric BRÉHAT



Des radios dans chaque quartier de Paris, où ceux qui n'ont pas droit à la parole pourront s'exprimer. Pour quand ?

RADIOS VERTES A PARIS : VERS UN NOUVEAU DÉPART ?

► Où en est l'expérience des radios de quartier tentée à Paris ?

—J. : Il y a le projet Radio verte, lancé par les écologistes, qui a connu des fortunes diverses. Il s'agissait dans la ligne de notre campagne aux municipales, de privilégier l'expression des quartiers et de permettre au courant écologiste de s'ouvrir sur la ville, pour montrer que notre vocation d'ouverture ne s'arrêtait pas au lendemain du 2ème tour. Les Amis de la Terre avaient remis, par M^e Huguelot, une demande de dérogation auprès de TDF et des ministères compétents. Il y a eu une tentative d'une série de « sociétés de production », quartier par quartier. Et une demande adressée à un groupe ayant l'expérience de la radio de mettre à notre disposition leurs connaissances.

Du point de vue politique, c'était aussi le moment où jamais, sur la lancée, d'ouvrir la parole, c'est à dire pas seulement pour nous écologistes, mais de l'ouvrir réellement à la population. Pour le premier aspect, c'est au point mort. Chacun a répondu que ça relevait du premier ministre, celui-ci n'ayant pas répondu. Apparemment, c'est la police qui est compétente, puisqu'il y a eu des inculpations. Le problème de fond n'est cependant pas réglé.

Sur le deuxième point, dès le départ, l'activité de quartiers a été inégale. Mais à l'heure actuelle, il y a un certain nombre d'unités de production qui continuent. Il y a même un groupe qui s'est autonomisé, Radio-Abbesses, et qui est parvenu à émettre dans le 18^e.

Dans d'autres arrondissements, des groupes s'autofinancent, ont touché leur remboursement électoral et ont mis de côté ce

qui permettra l'achat groupé d'émetteurs dans la perspective des législatives. Cela fait cinq groupes sur Paris, une dizaine sur la banlieue, opérationnels au niveau de la production et prêts à émettre tous en même temps, ce qui est la seule façon de faire échec au brouillage.

—P. : A l'époque, le groupe des techniciens jugeait irrecevable cette idée qui ne leur permettait pas de garantir la « non-pollution » des ondes par des émetteurs qu'ils n'auraient pas pu expertiser. Ils disaient aussi qu'une telle opération était irréalisable. Après six mois de décantation, les groupes en reviennent pourtant aux mêmes données, c'est à dire émettre simultanément en raison de l'impact que cela aura dans les médias, et surtout pour déjouer le brouillage.

► Quelles ont été vos relations avec le groupe « ayant l'expérience de la radio » ?

—P. : Au départ, le groupe porteur du projet de radios vertes s'était entouré de certaines garanties auprès de ceux qui possédaient la technique : dans un délai très court après l'annonce du projet, publier dans les quotidiens qui l'accepteraient des fiches techniques permettant d'envisager la production d'émissions et leur émission. De façon à rompre avec l'habitude qui, dans ce domaine, réserve les connaissances aux initiés. Ces fiches n'ont pas été produites. Les premières frictions se sont produites lorsque les militants à l'origine du projet se sont aperçus de l'existence d'une certaine paranoïa de la répression et d'une paranoïa certaine

de l'efficacité, se traduisant par des arguments du genre « non pollution des ondes » ou « les gens privés de parole ont-ils quelque chose à dire » ?

Très rapidement, les groupes de quartier qui n'avaient pu participer aux débats sur la nécessité de ces radios vertes n'étaient pas en mesure d'entrer en contact avec des techniciens qui cherchaient à se préserver de la répression. Nous nous sommes alors retirés en laissant les quartiers libres de contacter les techniciens.

Finalement, ceux-ci ont acquis un monopole de fait de la décision au niveau de la production. Et les contacts pris sur les quartiers avec le tissu associatif ont eu parfois comme conséquence la saisie des initiatives, les responsables des associations voulant tout décider.

► Comment se pose le problème du brouillage ?

—J. : A part l'émission émise depuis l'appartement de J.E. Hallier, qui est passée par surprise, pratiquement toutes les autres ont été brouillées. Notre contradiction était là : on peut remettre en cause la légalité quand il y a beaucoup de monde derrière. Or, pour qu'il y ait du monde derrière, il faut une propagande de masse ! Le moyen d'en sortir, c'est que la loi n'étant pas légitime, la dérogation aurait du s'imposer dans notre cas, mais ce n'est pas la stratégie qui a été adoptée.

—P. : Il y a eu aussi une grande prudence, car on aurait pu essayer de nous faire porter la responsabilité de la ruée vers les ondes que préparent les postes périphériques. Tous les jours, il y

a des propos d'un député ou d'un sénateur qui dit que le monopole a assez duré, et qui tendent tous vers une seule et même chose : que 100 RTL fleurissent...

—J. : Oui, on a joué la responsabilité. C'est très bien de jouer la responsabilité quand c'est un collectif qui est responsable. Dès lors que c'est une série de pratiques éclatées, on ne peut pas en assumer la responsabilité. C'est un peu la contradiction centralisation-initiative populaire, un problème vieux comme la politique.

—P. : Il faut cesser de propager l'idée selon laquelle faire une radio quotidienne une heure par jour, à l'heure des embouteillages pour éviter le dépistage, peut se faire par des bénévoles. Il faut une équipe de permanents et donc un budget de fonctionnement, qui est relativement faible, si on ne cherche pas à émettre en direct. Mais ce problème a renforcé les arguments « réalistes » : les quartiers pouvaient-ils financer une équipe de permanents ? Une fois de plus, les gens qui ont eu la décision ont été les techniciens. Le problème du financement est insoluble à partir du moment où on veut partir de rien. Il l'est parfaitement dans le système anglais où la BBC envisage de créer 22 radios régionales totalement autonomes, financièrement et politiquement.

—J. : Des contacts ont d'ailleurs été pris avec un certain nombre d'associations de consommateurs, qui participeraient financièrement à ces radios, dans la

mesure où cela leur permettrait de faire le point sur un certain nombre de produits, d'évolution des prix - idée d'ailleurs reprise par France-Inter depuis. L'idée sur laquelle on s'était basé était celle d'une radio de service public.

► Dans la perspective de 78, les écologistes prévoient que l'apparition de radios locales en province se poursuivra « Nous souhaitons que ce soient des groupes autonomes qui les prennent en main ». Mais le grand problème reste celui de l'après 78.

—P. : En imaginant que la notion de moyens de production locaux par télévision ou par radio soit admise, on pourrait faire un grand pas. Mais si l'idée n'est pas admise comme c'est le cas à l'heure actuelle, on risque de se retrouver dans le même cas que l'Italie.

La période des législatives va être considérée comme une période d'impunité relative par un certain nombre de gens, et pas seulement hélas par ceux qui ont les mains les plus propres, pour essayer de provoquer un état de fait déjà tenté par Radio Fil Bleu (1). A l'issue des législatives, la situation sera la suivante : un certain nombre de radios auront émis. Celles qui pourront continuer à émettre ne seront pas nécessairement celles qui ont quelque chose à dire. Ce seront probablement celles qui se seront données les moyens. Dans les circonstances actuelles, se donner les moyens c'est avoir, pour une raison ou une autre un rapport avec le capital. On assistera donc à une certaine normalisation.

Schlumberger (Reims)

12 SEMAINES DE CHÔMAGE PARTIEL POUR 78 !

Schlumberger, c'est plus de 20 usines en France (Poitiers, Mâcon, Reims, Montrouge...) regroupant 12 500 travailleurs et travailleuses. Spécialisé dans la fabrication de compteurs (électriques, à gaz), Schlumberger a pour client quasi unique l'Etat avec EDF-GDF, plus la conclusion de quelques contrats à l'exportation, comme le Liban.

Dans les années 1960, Schlumberger Limited, trust américain regroupant différents secteurs, s'intéresse au marché des compteurs en pleine expansion, et prend des parts importantes dans Schlumberger. Quelques 15 ans après, c'est l'accélération d'une restructuration dont les premiers pas ont débuté en 1973. Schlumberger restructure son secteur «compteurs» car, dit-il aux travailleurs «vous ne faites pas de bénéfices». «Schlumberger n'en fait pas directement rétorquent ceux-ci pour la bonne raison qu'il vend les compteurs à Schlumberger Limited à très bas prix... qui les revend quatre fois plus cher. Certains compteurs vendus par nous 30 francs sont revendus 160 francs sur le marché !» En fait, Schlumberger Limited préfère désormais porter l'essentiel de ses investissements dans le secteur du pétrole jugé plus rentable à court terme. Le marché des compteurs



En 75 déjà, 500 licenciements chez Schlumberger Montrouge, la restructuration était en marche.

subit actuellement une certaine stagnation du fait entre autre de la politique de la bourgeoisie en matière de logement, politique dont la conséquence la plus criante est l'existence de milliers de logements vides notamment à Paris, tandis que des milliers de familles populaires vivent dans de très mauvaises conditions.

La restructuration engagée par le trust s'est traduite globalement ces dernières années par des milliers de licenciements dé-

guisés à l'usine de Montrouge (départs en pré-retraite et «volontaires») d'importantes mesures de chômage partiel notamment à Mâcon (trois semaines comme par hasard, juste avant les vacances) et à Reims (une semaine de chômage par mois depuis un an, occasionnant des pertes de salaire allant de 200 à 400 francs pour des salaires avoisinant les 1 800 francs, des mutations internes.

Les travailleurs de l'usine de Reims particulièrement

touchés par ces mesures tenaient hier une conférence de presse, au siège social du trust, à Montrouge, près de Paris. Le déplacement avait été payé par environ 50 % des travailleurs de l'usine qui avaient en outre discuté au préalable de cette initiative en commissions puis en assemblée générale. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'intervention des travailleurs, faisant l'historique des mesures prises contre eux, dans leur usine.

Conférence de presse des travailleurs à Montrouge

«Notre action fait suite au plan voulu et mûrement réfléchi par le patronat pour le démantèlement de l'usine de Reims.

1) Mars 1973 augmentation des cadences de 10 %.

2) Au début de 1974 fin de toute embauche, les contrats à durée déterminée arrivent à terme et ne sont pas renouvelés ; à cette époque nous sommes 640 travailleurs.

3) Période transitoire de promesses et de verbiage destinée à l'anesthésie des travailleurs. La direction annonce que le marché français des compteurs de gaz devrait nous permettre de tourner à 500 000 compteurs par an. Notre usine devenait grâce à cette charge de travail une usine ultra mo-

derne tout gaz.

4) Les effets de cette période d'euphorie pour certains devaient vite s'estomper. Les patrons décidaient de tailler dans le vif ! Le blocage de l'embauche et le renvoi des intérimaires et temporaires ne suffisant pas, les pressions directes ou indirectes de la direction commençaient à frapper les travailleurs :

— Mutations internes avec perte importante de salaire sous chantage de renvoi.

— Licenciements déguisés CAA (58) ; FPA ; mise en place pour les départs volontaires d'une prime, pressions répétées pour les mutations dans le groupe.

Ceci s'est repercuté dans les ateliers : Fonderie : 73 travailleurs en 1974, aujourd'hui nous passons à 12 !

Transferts de plusieurs fabrications à Abbeville alors que plusieurs de ces fabrications sont sous-traitées sans tenir compte que les fondeurs restant dans l'usine ont subi des pertes de salaire allant jusqu'à 500 F. Usinage laiton et plastique : l'effectif a baissé de plus de moitié de 90 à 40. Montage eau : celui-ci ne sert plus que de banc d'essai pour des produits que nous ne gardons pas. Pour le gaz, pendant deux ans, les choses vont bon train, tous les ateliers en amont du montage sont presque entièrement automatisés, environ quarante emplois sont ainsi supprimés ; quelque temps après, le montage s'installe dans des nouveaux locaux, les nouvelles méthodes d'exploitation accroissent la productivité de 25 %, supprimant autant d'emplois.

Toutes ces mesures conjuguées font que de 640 travailleurs au départ de ce plan de démantèlement, nous sommes 427 aujourd'hui, dont 52 jugés en trop par rapport au budget 78.

Courant octobre, le PDG nous annonce que le chô-

mage partiel qui touche l'usine depuis déjà 1 an continuera de plus belle toute l'année 1978 (environ 1 semaine par mois). Aucun avenir n'est envisagé pour 1979... Des commissions sont mises en place par la direction dont les buts sont rentabilisation, baisse d'effectif etc... présentés comme les seules solutions.

Les travailleurs relèvent la tête, rejetant la propagande mensongère distillée par le patronat et ses alliés et refusent de payer la crise et les profits exorbitants. Nous exigeons la satisfaction de nos revendications légitimes, les patrons peuvent payer ! Des solutions immédiates existent :

— Indemnisation intégrale du chômage déjà effectué.

— Arrêt du chômage et création d'emploi pour améliorer les conditions de travail.

— 35 heures par semaine — 5^e semaine de congés payés

— Suppression des cadences

Les travailleurs et leurs sections syndicales CGT CFDT des Compteurs Schlumberger

Chantiers Dubigeon Normandie

Après le vote de mercredi

● Où en est-on à Dubigeon, après l'initiative prise par la section CFDT d'organiser mercredi un vote sur la suite à donner au mouvement en cours ? Ceci tout en se prononçant elle-même pour la reprise. Quelques 48 heures après, il est nécessaire de revenir sur ce vote proprement dit.

Vote minoritaire disions-nous jeudi puisque seuls 710 travailleurs y ont participé sur 2 200 (2 500 avec les cadres et la maîtrise) que comptent les chantiers navals Dubigeon !

Si l'on exclut donc les cadres, 350 au maximum, qui dans leur quasi-majorité ne prennent pas part à la grève et n'ont donc pas à voter, si l'on exclut en outre les ouvriers désireux de reprendre le travail mais non présents au moment du vote, il reste 1 350 travailleurs qui n'ont pas voté cette reprise et auxquels s'ajoutent les 163 qui ont voté contre. Parmi ces travailleurs, figurent d'ailleurs aussi bien des travailleurs CFDT que CGT puisque la CFDT à elle seule compte environ 800 adhérents. Certains dirigeants de la Métallurgie CFDT affirment que «ce vote est une bonne photographie de la situation après deux mois de grève» ajoutant que «la faible participation au vote n'est pas une surprise, puisque les ingénieurs, cadres et non grévistes, environ 400, ne participent pas au vote». Mais de quel droit les cadres non grévistes, devraient-ils y participer ?

limiter en outre les non-votants à 400, c'est jongler d'une manière quelque peu particulière avec les chiffres.

Il reste les raisons qui

ont motivé la décision de ce vote : il faut préciser qu'elle n'a été prise que par une petite partie des militants CFDT : elle est intervenue au terme d'une réunion CFDT qui a eu lieu la semaine dernière et au cours de laquelle 38 participants sur 70 avaient refusé le vote.

Ces raisons : difficultés financières, le point de vue juste selon lequel il sera difficile de gagner sans un élargissement du mouvement, reposent sur une réalité qu'il serait vain de nier. Mais est-ce bien poser le problème que d'appeler à la reprise ? Reprendre dans les conditions actuelles, donc sans rien, signifierait bien sûr une défaite importante, non seulement pour les travailleurs de Dubigeon mais bien plus largement pour les travailleurs de la navale : cela hypothéquerait gravement la possibilité de faire échec aux plans de restructuration des patrons de la navale. Car telle est bien la toile de fond du conflit actuel.

Le problème est bien, pour l'heure présente, de travailler au contraire à réunir les conditions d'une victoire : discuter des initiatives, les imposer si besoin est, pour élargir le mouvement.

R. FEUILLET

Vallée du Rabodeau

Opération vallée morte le 4 novembre

Malgré les activités du PCF en vue de contrôler les travailleurs du Rabodeau (attendre que des industriels rachètent Lecorche, proposition d'une grève d'une heure : cf QdP du 12.10), ceux-ci après une lutte à l'intérieur des syndicats ont repris l'offensive.

En effet, une opération «vallée morte» aura lieu le 4 novembre 1977 avec grève de 24 heures, meeting à 10 heures et blocage de la vallée de 13 h 30 à 16 h 30.

Non concernés par les manoeuvres électorales du PCF et du PS, les travailleurs de la vallée refusent tous licenciements et toutes les fermetures que voudrait imposer le patronat. C'est sur cette base que la CGT et la CFDT appellent à l'action.

A la Coplac (à Quieux et La Petite Raon), la direction a déjà cédé et il n'y aura pas de licenciements,

ni de restructuration. Ceci, grâce à la vigilance des travailleurs et de leurs syndicats, bien que la direction prétexte la non rentabilité de la fusion. Cependant, il faut rester vigilant car d'autres tentatives peuvent avoir lieu, à la Coplac comme ailleurs dans la vallée.

Mais l'action du 4 novembre ne suffit pas ; il s'agit de coordonner les actions avec les travailleurs d'une vallée voisine (Fraise, Plainfaing), qui se mobilisent également contre les licenciements dans leurs entreprises. Il faut également sensibiliser toute la population de ces deux vallées. Pendant le jour de grève, par exemple, pourquoi ne pas mettre sur pied une crèche pour permettre aux femmes de participer à l'action ?

Correspondant Senones

Tribune libre

Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

RASSEMBLEMENT POUR L'EMPLOI SAMEDI A EPINAL

**La volonté que ce soit
un premier pas vers
un rassemblement des luttes**

Schlumpf - Malmerspach

**«Ne pas tomber
dans l'oubli»**

C'est une journée importante, avec les 3 régions, les 3 fédérations, et pas seulement les conflits longs ; c'est pour qu'on en reparle de nouveau, pour mettre sur la table tous les problèmes nouveaux.

Chez nous, on parle toujours de négociations qui sont en cours, on est en contact avec des industriels, avec l'ancienne clientèle, depuis longtemps il y a deux solutions en vue, une solution textile, et une solution reconversion. Actuellement, on a plutôt l'impression qu'on s'oriente vers une solution textile. Mais elle se heurte toujours à la pression des lainiers du Nord. Et le ministère de l'industrie semble influencé de ce côté-là.

Même si vis-à-vis de l'extérieur, il n'y a pas grand-chose qui apparait, on est vraiment vigilants, on suit ces négociations de très près, pour voir effectivement comment vont tourner les choses. On a l'impression que tout est fait pour que Malmerspach ne soit plus remise en

marche. Dans les coulisses il y a une lutte acharnée qui se mène, et on pense que ça devrait se décider d'ici la fin de l'année. Actuellement, c'est une passe assez difficile, l'opinion publique a l'impression qu'il n'y a plus grand-chose qui se passe, ça risque un peu de tomber dans l'oubli. Et dans ce sens, cette manifestation de samedi permet à nouveau de parler de l'affaire. Non uniquement de la nôtre, mais aussi de tous les autres conflits et en union avec eux.

C'est vrai qu'il y a longtemps qu'on n'avait pas vu un tel rassemblement. Mais la région du Nord et Est est tellement touchée ! Il y a Montefibre, Lip, Schlumpf, la sidérurgie, c'est dans cette région que les problèmes sont les plus cruciaux, et ça justifie bien cette initiative.

Au niveau de la CFDT, nous, on n'a jamais mis la lutte au second plan, même si dans chaque lutte il y a des phases, plus ou moins intenses.

«Nous occupons toujours, le chiffre n'a pas baissé depuis le printemps on est toujours un peu plus de 200 à occuper. Une partie des effectifs sont rentrés dans un centre de reconversion, en formation métallurgie ; une soixantaine. Pour nous, c'est un répit, ça permet de tenir financièrement pendant 3 mois, mais avec vraiment très peu d'espoir d'avoir un réel emploi à la fin de cette formation. Pour ceux qui ne sont pas rentrés en formation, il y a toujours les versements de solidarité qui sont effectués, sur les ventes des produits qu'on a fabriqués.

Nous participons au rassemblement d'Épinal samedi. Nous y participons en tant que conflit Hacuitex. On pense que ça va remonter le moral ; 21 mois, c'est long ! Surtout sans aucune proposition. Bien sûr, la détermination est toujours aussi grande qu'au départ, mais il y a quand même la fatigue de 21 mois d'occupation avec tout ce que ça entraîne comme problèmes.

Nous espérons que le rassemblement correspondra à une certaine relance des luttes. Il y a eu une rencontre chez Réo, il y a une dizaine de jours, le 20 et le 21 octobre, une rencontre de certains conflits Hacuitex. Il y avait Réo, Schlumpf-Malmers-

Réo (Fougères)

**«Nous allons à Epinal,
dans le sens
où c'est un premier pas»**



pach, Defrenne, la Cip, Rhône Poulenc Textile Péage de Roussillon et les ateliers flertois de confection à Fiers de l'Orne, un nouveau conflit. C'était une rencontre sur un domaine très pratique et très restreint puisque c'était un échange de production possible et vendable pendant les luttes, pour mobiliser les travailleurs qui occupent, et rapporter financièrement à la lutte. Et au cours de cette réunion, il y a eu la volonté très nette exprimée par les participants, que la confédération CFDT prenne en charge un rassemblement général des luttes au niveau national. Quand on dit général, c'est toutes fédérations et tous conflits réunis. Au moins au niveau CFDT, tous les conflits où on est présents, c'est un minimum. On participe au rassemblement d'Épinal un peu dans cet esprit là, pour appuyer un peu la demande qui a été faite à Edmond Maire le 20 et 21 octobre. On demande instamment à la Confédération de prendre en charge cette coordination.

● Pour les syndiqués CFDT de Lorraine, d'Alsace et du Nord et des Fédérations Hacuitex, Métallurgie et Mines, le rassemblement de samedi à Epinal répond à une longue attente. Depuis 21 mois chez Réo, depuis des mois aussi chez Defrenne à Roubaix et à Leers, chez Schlumpf Malmerspach, et dans bien d'autres usines qui seront présentes, la lutte continue, dans un certain isolement, quelquefois dans l'oubli. Aucune initiative d'ampleur n'était prise par la Confédération pour coordonner toutes ces luttes, qui toutes ont le sentiment de leurs limites dans un cadre isolé. Partout, quelles que soient les incidents de la rupture de la gauche, les syndicalistes CFDT en lutte pour l'emploi, ou sur d'autres revendications, refusaient que l'action soit mise au second plan.

Des contacts ont été pris, par exemple dans le cadre de la fédération Hacuitex, d'où il est sorti l'exigence que la confédération rassemble, sous sa responsabilité, toutes les luttes en cours aujourd'hui, au niveau national. Les Schlumpf n'ont pas cessé leurs tournées, non plus que les LIP. Les ventes ont continué chez Réo. Mais ce que tous exigent aujourd'hui, c'est enfin une riposte d'ampleur. Bien sûr, ils n'attendent pas du rassemblement d'Épinal la victoire de chez Defrenne. Mais ils le considèrent comme un premier pas, ils en attendent d'autres, au niveau de la CFDT bien sûr mais plus large encore.

Le rassemblement d'Épinal est un premier pas, c'est la première fois depuis pas mal de temps qu'on voit un rassemblement avec 3 régions, 3 fédés, un rassemblement qui peut avoir une certaine ampleur. Malgré certains problèmes, notamment avec la fédération de la métallurgie qui n'était pas très chaude pour les coordinations, à partir du moment où elle est partie prenante à un tel rassem-

blement, on espère que ça ira plus loin ensuite. C'est dans cet esprit là qu'on y participe. On en profitera d'ailleurs pour rappeler la motion qu'on avait faite le 20 et 21 octobre avec les travailleurs des autres conflits, présents et la lettre à Edmond Maire dans laquelle on demandait à la Confédération de faire le nécessaire pour prendre en mains le rassemblement général des conflits, sous sa responsabilité.

Defrenne : la volonté d'unir les luttes

Chez Defrenne, le rassemblement de samedi va durer plus longtemps. Les travailleurs veulent en profiter pour rencontrer leurs camarades du groupe Schlumpf, et faire le point avec eux, ils ne comptent rentrer que lundi. Dans l'usine de Roubaix toujours occupée, les travailleurs se posent « beaucoup de questions » sur la gauche, après la rupture. Il y a une certaine désillusion aujourd'hui, mais du point de vue de la lutte, ils ont continué leurs tournées, à Réo et dans le Sud. Eux aussi, ils demandent à la confédération que tout soit mis en œuvre pour que toutes les luttes soient coordonnées, au niveau national. C'est dans cet esprit qu'ils se rendent ce samedi à Epinal.



LUTTES OUVRIERES

INFORMATIONS GENERALES

Centre de tri de Créteil

NON AU LICENCIEMENT DE F. LLAMAS

Les sections CGT et CFDT du centre de Tri de Créteil tenaient jeudi matin une conférence de presse, que la direction a tenté d'empêcher. Les syndicalistes ont abordé deux questions liées, les conditions de travail, principalement le manque d'effectif, et la question des vacataires, dont un vient d'être licencié.

Nous publions ici des extraits de cette conférence de presse.

Le Centre de tri de Créteil, comme les huit autres centres de tri automatiques existant dans la région parisienne, a été implanté précipitamment durant la grève d'octobre-novembre 1974, avec du personnel auxiliaire, sans formation, recruté dans les ANPE ainsi que chez Manpower, dans le but bien évident de briser la grève des postiers (...)

Ce passage du tri manuel au tri automatique nécessite obligatoirement une formation réelle sur les postes d'indexation mixte (PIM). C'est ainsi que sans effectifs supplémentaires cette formation se fait au compte goutte à Nanterre ou à Brillat Savarin, faute d'école d'indexation au CPA de Créteil.

Certains acquis sont remis en cause, voire même supprimés. Ainsi la pause de 10 minutes après 50 minutes de travail sur PIM n'est accordée que lorsque le trafic le permet. Ce qui remet en cause les conclusions de la Commission d'hygiène et de sécurité.

En brigade 17 h/24 h la demi vacation acquise par la lutte dès la création des premiers CTA est refusée et les agents travaillent 7 heures d'affilée sur un poste particulièrement éprouvant pour les nerfs et pour la vue (...)

D'ici la fin de l'année, 33 positions seront vacantes (en comptant les départs à l'année, les agents en possession de leur préavis de mutation et le licenciement déjà prévu par l'administration de 20 auxiliaires à contrat réduit). (...)

Le même était de fait existe au niveau du tri, où une brigade comme 17 h/24 heures fonctionne avec 13 vacataires à l'ouverture et 14 californiens (heures supplémentaires) au transbordement pour un effectif de 50 titulaires.

Il est intolérable de voir une moyenne de 60 000 lettres restant à traiter en fin de vacation en nuit, ce qui montre clairement la nécessité de créer environ une trentaine de positions de travail supplémentaire (tri et transbordement). (...)

Mais dans ces conditions lamentables pour le personnel, l'administration exige que le centre tourne malgré tout et que le trafic soit écoulé, pour cela elle n'hésite devant aucun expédient :

— Systématisation des «rentrées» par la diminution des effectifs de week-

end et donc récupération en semaine imposée par l'administration selon les pointes de trafic.

— Tentative d'intimidation pour augmenter les cadences de travail (au tri l'administration veut exiger des agents 15 000 lettres en une nuit).

— Au transbordement il est fréquent que 5 préposés soient affectés au chargement de 12 camions ; (3 par camion selon les normes administratives).

— Intensification de l'interpénétration entre les services qui ne tient aucun compte de la charge de travail par agent et instaure la «chasse aux temps morts».

Pour palier ce manque général d'effectifs dans le CTA, l'administration embauche des vacataires dans des conditions scandaleuses.

Nous ne pouvons tolérer l'exploitation inique dont ils sont victimes.

En effet, dès leur embauche l'administration exerce sur eux de multiples pressions (chantage au licenciement, mise en garde pour leur imposer la docilité et l'isolement face à leurs problèmes).

Comme confirmation de cet état de fait, nous n'avons pour preuve que le licenciement récent de notre camarade F. Llamas.

Ce camarade, embauché depuis environ 3 semaines au CTA, adhérent à la CGT, est jeté à la rue pour s'être fait le porte parole de la défense des conditions de vie et de travail des vacataires.

La direction du centre n'a certainement pas apprécié que ce camarade vacataire, participe à une audience syndicale au cours de laquelle il est intervenu avec les représentants de la CGT et de la CFDT, pour que soient réexaminés les horaires de prise de service de la brigades 13 h à 21 heures.

D'autre part, l'administration a dû se voir véritablement en «grand danger» en surprenant ce camarade en train de discuter des conditions et de l'organisation du travail dans son service avec d'autres travailleurs.

Enfin, elle n'a pas hésité à le provoquer ouvertement par l'intermédiaire de son chef immédiat, qui, le 18 octobre a refusé de le laisser partir en pause à 19 heures, comme cela est «toléré» pour que les agents de la 13 h/21 heures

puissent prendre leur repas dans des conditions normales.

Le camarade a pris néanmoins et avec raison sa pause et s'est vu infligé à son retour un P.V. qu'il déchira, ce qui se comprend dans les conditions d'énervement dans lesquelles il se trouvait alors. Mais fait plus grave, ce travailleur a eu la surprise de trouver dans son dossier 2 rapports de son chef de service adressés à M. Le Chef de Centre, mettant en garde ce dernier contre les critiques formulées par le camarade sur les conditions de travail dans sa brigade, et sur le fait qu'il puisse en discuter avec ses camarades, attitude jugée trop «dangereuse pour l'équilibre de la brigade». (...)

Mais par delà les vacataires, c'est aussi le personnel titulaire que cherche à impressionner l'administration, en semant la division entre catégories de travailleurs, mais aussi en s'attaquant aux droits, les plus élémentaires d'organisation, d'expression, aux conditions de lutte communes à l'ensemble des travailleurs des PTT, droits chèrement acquis par la lutte et que l'on ne peut voir niés à une partie d'entre nous, les vacataires, sans grand danger pour tous.

Les organisations CGT et CFDT considèrent que l'administration fait de ce licenciement une question de principe et que cela prend valeur de test pour l'ensemble des vacataires, non seulement à Créteil, mais dans l'ensemble du Val-de-Marne (M. le Directeur Départemental ne s'est-il pas en effet permis de déclarer : «On licencie et on en reprend un autre, de toute façon le chômage ne sera pas augmenté».

C'est pourquoi la CGT et la CFDT ont appelé l'ensemble du personnel à s'opposer à ce licenciement par la lutte, allant jusqu'à la grève le jeudi 3 novembre.

De plus, nous entendons comme nous le faisons depuis la semaine dernière maintenir ce camarade à son poste de travail, sous la responsabilité des organisations syndicales.

Au lieu de nous répondre, par des licenciements et des sanctions, nous exigeons de l'administration qu'elle nous donne satisfaction immédiate sur les revendications suivantes :

- Réintégration de F. Llamas,
- Octroi immédiat d'effectifs supplémentaires,
- Non remise en cause des acquis à l'automatisation,
- Embauche à temps complet des vacataires avec les garanties statutaires des titulaires.

Jeudi soir au Pavillon de Pantin

«LUCIEN A ÉTÉ ASSASSINÉ !»

Le meurtrier de Lucien Melyon est identifié. Il s'agit d'un certain Marcel Awre, 28 ans, supplétif habituel d'une société chargée de la surveillance de l'enceinte de l'hippodrome de Paris. Malgré les précisions sur son signalement données par les amis de Lucien, depuis dimanche, la police a attendu vendredi pour tenter de l'arrêter. Le vigile assassin était évidemment en fuite...

«Dimanche 30 octobre, Lucien Melyon est tombé assassiné». «Non au concert de ce soir». Jeudi soir porte de Pantin, une animation inhabituelle. Plusieurs centaines de jeunes sont là, devant l'entrée du Pavillon de Pantin tract en main, sous deux grandes banderoles blanches qui se détachent dans la nuit, appelant au boycott du concert. «Vous allez au concert ?» : une jeune fille s'adresse à quelques jeunes qui débouchent, sortant du métro : «Il ne faut pas y aller, Lucien a été assassiné. C'est tombé sur lui, cela aurait pu être toi ou moi. Ça on ne peut pas l'accepter». «Il y a du monde dedans ?» demandent ceux qui arrivent. «Même pas un millier sur 7 000 habituellement. C'est

un échec pour KCP d'autant qu'on empêche personne de rentrer. On discute pour convaincre». Plus loin, plusieurs jeunes lisent le tract du comité de soutien : «L'erreur serait de considérer ce crime comme un fait divers. Il est intolérable que de tels actes de violences gratuits se reproduisent fréquemment dans l'indifférence et la résignation. Ceci est le résultat d'une escalade du climat de la violence et du racisme anti jeunes qui sévit actuellement».

«Il faut faire un dossier, recueillir les témoignages» suggère un arrivant révolté par l'assassinat de Lucien. «Au concert de Santana l'autre jour, les videurs ont lâché leur chien sur un jeune parce qu'il avait pas de ticket. Ils l'ont

mordu jusqu'au sang. C'était affreux !» raconte une jeune fille. Un autre «Y en a marre des videurs. Partout où tu vas, il y a les videurs, ils t'attrapent, ils te fouillent. Ça suffit !»

Jeudi soir, la police faisait savoir qu'elle avait l'identité du tueur. Il s'agissait effectivement d'un des videurs du spectacle, ce qui contredit toutes les assertions de la société organisatrices. Mais l'assassin aurait réussi à s'enfuir...

Jeudi soir, les amis de Lucien ont rendu un premier hommage à leur camarade assassiné par les vigiles fascistes. Ils ne comptent pas en rester là et font appel à toutes les personnes et associations concernées, jeunes, adultes, parents, pour qu'elles les contactent en vue d'actions à suivre.

Permanence du Comité de soutien
2 rue Alphonse Daudet
95 140 Garges les Gones
Téléphone 986 15 20

RADIO LUXEMBOURG AIDE A VENDRE DES VIGILES

18 h 45, jeudi soir. Flash publicitaire sur RTL. Histoire sommaire et simpliste d'un gardien héroïque qui arrive à désamorcer juste à temps une bombe posée devant le siège d'une grande société. Le tout pour «Vendre», une société de gardiennage et de sécurité «Poligarde» ; un numéro de téléphone et la conclusion : «Poligarde recherche des hommes d'action». Renseignements pris, cette société sise 6 bis rue Beaudelique à Paris dans le 18^e recherche surtout d'anciens pompiers, bien entraînés sportivement. «Poligarde» est plus discret en ce qui concerne les «missions» confiées à ces futurs «shérifs» ; surveillance commerciale, protection politique ? On ne saura pas. De même qu'on ne saura rien des salaires promis. «On ne peut rien dire par téléphone. Venez donc au siège». Que de méfiances...

RADIO LIBRE 93 AVEC LE COMITÉ LUCIEN MELYON

«Radio 93», une radio locale émettant dans la Seine-Saint-Denis a réalisé une émission enregistrée sur cassette retraçant les événements du Pavillon de Pantin, et l'activité du comité de soutien Lucien Melyon. Cette cassette, d'une durée de vingt minutes peut être empruntée au comité de soutien pour être écoutée dans des foyers de lycées, M.J.C., etc.

15 interpellations en Corse

La police a procédé jeudi matin à 15 nouvelles interpellations. Les interpellés avaient tous vu leur identité contrôlée lors d'une rafle de police qui suivit l'attentat contre l'émetteur de télévision de Serra de Pigno au mois d'août dernier. Les quinze Corses ont été transférés dans les locaux du SRPJ de Bastia et ont dû subir un interrogatoire en règle.

Explosion dans une usine à Auch : quatre ouvriers blessés, deux brûlés graves

M. Alvès, 27 ans et Ignace Uretta, 42 ans, qui effectuaient une réparation sur une trémie dans une usine de production d'aliments pour bétail, les «Fondoirs du Sud-Ouest» à Auch ont été grièvement brûlés sur toute la surface de leur corps. Alors qu'ils effectuaient la réparation, leur chalumeau déclencha l'explosion d'une nappe de gaz hézane.

Deux autres ouvriers ont été largement brûlés et sont atteints de plusieurs fractures ayant sauté d'une dizaine de mètres.

L'accident est dû, à l'évidence, au non respect des consignes minimum de sécurité. Pour ne pas interrompre la production trop longtemps, le patron fit exécuter la réparation alors que le dégazage de l'atelier n'avait pas été fait. Or, l'hexane, qui se dégageait du fait de la panne, est un gaz très explosif. Dans cette usine, la production augmente régulièrement tous les ans et les machines tournent 24 heures sur 24. Les deux travailleurs brûlés ont été dirigés vers le service des grands brûlés de l'hôpital de Marseille par avion sanitaire. Jeudi soir, l'état de M. Alvès était estimé «très critique» par les médecins.

Tribune libre



FR3

Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

PRISONS : NOUVELLE REGLEMENTATION DES PERMISSIONS DE SORTIR

Suites à plusieurs affaires récentes dont le meurtre, par un détenu, de sa fille dans une cité de Marseille au cours d'une permission de sortir, une campagne de presse a remis en cause le principe des permissions de sortie accordées aux détenus. A l'Assemblée nationale un député réformateur a demandé une modification de la loi régissant ces permissions de sortie accordées par les juges d'application des peines.

Peyrefitte a répondu que des modifications allaient prochainement intervenir dans ce domaine : «Le comité d'étude sur la violence était parvenu à deux conclusions : collégialiser les décisions du juge ; en cas de contradiction avec le parquet, prévoir une procédure d'appel. Un décret qui va être incessamment publié, met en application la première recommandation : le juge d'application des peines, au lieu de se contenter d'un vague avis, devra prendre sa décision dans une délibération collégiale, en présence d'un magistrat du

Parquet qui fera valoir les problèmes d'ordre public qui peuvent se poser. Si cela ne suffisait pas, nous verrions à mettre en application la deuxième recommandation ; pour cela le vote d'une loi serait nécessaire». Il convient tout d'abord de noter que les bavures au cours de sorties accordées à des détenus sont infimes, et que les permissions de sortie sont accordées de façon restrictive, contrairement à ce que laisse entendre une certaine presse. Le juge d'application des peines prend ses décisions seul, sans aucune garantie pour le détenu qui n'est pas représenté par un avocat. Pas plus dans les nouvelles dispositions que dans les anciennes, les avocats des détenus ne pourront plaider le cas de leurs clients, il n'y aura pas de véritable débat contradictoire. Les mesures annoncées, outre qu'elles sont destinées à satisfaire la partie la plus réactionnaire de la majorité, risquent de rendre encore plus difficiles l'obtention des permissions de sortir en la soumettant au Parquet.

Syndicalisme professionnel
ou médecine au service des travailleurs ?

LE SMG A LA CROISÉE DES CHEMINS

● Après deux journées de débats ouverts aux intervenants extérieurs, le 3^e Congrès du Syndicat de la Médecine Générale (SMG) s'est poursuivi lundi et mardi dernier par des discussions internes sur l'avenir du syndicat.

Environ 200 adhérents assistaient à cette deuxième partie du Congrès. Le rapport d'activité, lu en fin de matinée, se concluait par ces mots : «Voulons nous un groupement de militants médecins (au service d') une très imprécise classe ouvrière ou un syndicat professionnel progressis-

te ?». Le débat lancé depuis plusieurs mois par la direction sortante sur le thème : «Faut-il réserver le syndicat aux seuls généralistes ou l'ouvrir aux différentes couches de médecins : hospitaliers, médecins de prévention, spécialistes de ville», devait également être tranché par ce Congrès.

Rapidement, deux motions opposées se trouvent en présence, celle du bureau sortant et une autre présentée par des médecins de plusieurs villes.

FAIRE UN SYNDICAT DE «PROFESSIONNELS» «PROGRESSISTES» ?...

Cet objectif fut présenté à l'issue d'une violente diatribe du rapporteur : «Les problèmes des généralistes sont particuliers, le généraliste est avant tout prisonnier de sa situation de petit commerçant, pour lutter contre cela il faut un syndicat de professionnels. Les médecins des hôpitaux n'ont qu'à se regrouper eux-mêmes et essayer de lutter là où ils travaillent, contre les structures médicales». Tels étaient quelques uns des arguments, à tonalité corporatiste, avancés par les tenants de cette thèse, membres pour la plupart de la commission exécutive sortante.

Cette démarche trouvait son aboutissement logique dans une motion proposant la limitation statutaire des adhésions aux seuls médecins généralistes installés et aux étudiants faisant régulièrement des remplacements de généralistes. Cette motion, à la vision étriquée et corporatiste n'arriva à aucun moment à démontrer ce qui ferait le caractère «progressiste» d'une telle association.

La société exploitant l'autoroute de l'Est veut réaliser son contrat de concession

UN TRAFIC QUI NE RAPPORTE PAS ASSEZ

La société d'autoroute APEL (Société de l'autoroute Paris-Est-Lorraine) demande au tribunal administratif de résilier le contrat de concession qu'elle a signé avec l'État pour l'exploitation de l'autoroute de l'Est Paris-Metz.

Le trafic sur cette voie est inférieur de moitié à ce qui était prévu et la société APEL ne réalise pas les bénéfices qu'elle escomptait en signant un contrat de concession avec l'État. Avec les fonds publics, c'est-à-dire les impôts, l'État construit des autoroutes dont il laisse ensuite l'exploitation à des sociétés privées. Celles-ci doivent assurer l'entretien de la voie et de son infrastructure, elles perçoivent le



...UNE PRATIQUE MÉDICALE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS ?

L'autre motion, refusait de faire de la question généraliste-spécialiste le débat de fond pour poser en revanche cette question essentielle : «De quelle organisation avons-nous be-

soin ?» en restituant celle-ci dans le cadre du combat contre l'exploitation capitaliste. Elle voyait dans la notion «d'unité sanitaire de base» d'abord un moyen de faire progresser l'appropriation de la lutte pour la santé par les travailleurs eux-mêmes, dénonçant conjointement le pouvoir médical et le système de santé capitaliste.

Cette motion soulignait que si le médecin généraliste peut être un témoin privilégié de la dégradation des conditions de vie et de travail des masses, un certain nombre d'autres médecins ont aussi leur place dans cette lutte. La motion examinait pourtant le risque de l'entrée sans principe au SMG de toute une série de médecins, au discours «de gauche» mais sans aucune pratique au service des travailleurs, et plus partie prenante des intérêts des partis de gauche que de ceux des travailleurs... Pour limiter ce risque, les partisans de cette motion proposaient que ce soient les sections locales du SMG qui, sur la base d'une pratique réelle aux côtés de ces médecins (hospitaliers ou spécialistes), acceptant ou non leur adhésion au syndicat.

LE SMG A LA CROISÉE DES CHEMINS

Après plusieurs manœuvres de congrès (suspension de séance) trois motions successives furent présentées pour la motion défendant le syndicalisme

«professionnel». La dernière d'entre elles «n'excluait pas les médecins de Protection Maternelle Infantile ou hospitaliers déjà adhérents en leur donnant un an pour se constituer en syndicats spécifiques !»

Le vote qui suivit a reflété à peu de choses près, l'état du débat dans le SMG. La motion oppositionnelle (au contenu nettement anti capitaliste) recueillait 70 voix pour, 75 contre et 55 abstentions. La motion de la direction sortante recueillait 96 voix pour, 67 contre et 37 abstentions. Mais celle-ci n'ayant pas obtenu les 2/3 des voix nécessaires, il n'y a pas eu de modifications des statuts. Ceux-ci permettent donc toujours toute interprétation quant à l'adhésion. Ce qui représente un échec certain pour la direction sortante qui assurait malgré tout sa réélection.

L'année qui s'ouvre sera importante, pour le Syndicat de la Médecine Générale, désormais à la croisée des chemins : ou bien il approfondira sa critique des structures médicales et avancera pratiquement dans le sens d'une médecine au service des travailleurs ; ou bien il risque de s'enliser dans les illusions d'un «syndicalisme médical de masse» pour lequel la critique du système de santé, du pouvoir médical et les luttes ouvrières seraient réduites à la portion congrue et iroquée contre «un contrôle de la population», routes classes confondues.

Ousse les Bois (Pau) refus des augmentations de loyers

Les locataires de la cité ouvrière de Ousse-les-bois, cité ouvrière de Pau, en ont assez des augmentations de loyers. La société propriétaire de cette cité a voulu imposer une augmentation de 6,5 % du loyer. Une grande partie des locataires a refusé. La SBEMH, société propriétaire, dans laquelle les représentants de la municipalité d'union de la gauche de Pau sont majoritaires a fait des menaces et essayé d'obliger les locataires à revenir sur leur refus.

Des militants de l'association des locataires ont décidé de faire circuler une pétition pour montrer l'unité et la mobilisation des locataires en face de ces menaces. La grande majorité des locataires contactés ont signé. La pétition a été portée en délégation au directeur de la SBEMH qui a indiqué qu'il ne reviendrait pas sur sa décision.

Les locataires maintiennent leur refus des augmentations, alors que les salaires sont bloqués et que le nombre de chômeurs augmente sur la cité.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Barre et les prix

CONSTAT D'ÉCHEC : PAS DE CHANGEMENT DE CAP

● Barre à la télévision a adopté le ton de celui qui «ne cache pas» les difficultés. Même l'indice du mois d'octobre, a-t-il avoué, sera «sans doute élevé». Son éternelle auto-satisfaction a cependant encore trouvé à s'exprimer en mettant en avant l'idée selon laquelle l'indice des prix est très différent selon que l'on examine les différentes composantes de l'indice général. La logique de Barre c'est : il y a lieu d'être satisfait chaque fois que dans un secteur donné l'indice est moins mauvais cette année que l'an passé.

Selon Barre, «l'indice général des prix à la consommation sera légèrement plus faible qu'en 77». Quant à l'indice des prix des produits industriels, il est, selon le premier ministre, «satisfaisant» !

Barre en profite pour décerner un satisfecit aux patrons, en déclarant à ce sujet que «les engagements de modération pris par les chefs d'entreprise ont été respectés.» Et Barre d'ajouter que la hausse des prix des produits industriels est «satisfaisante surtout si l'on tient compte de la hausse des prix de l'essence». Il recase là la



question du pétrole, espérant que dans la tête des auditeurs se produira le déclic nécessaire pour reporter sur les peuples du Tiers-Monde la responsabilité de l'inflation.

UN SEUL MOT SUR LE CHÔMAGE

A propos de l'emploi, l'idée que l'on veut suggérer est : nous avons fait mieux que l'an passé, l'indice des prix des produits industriels est meilleur, cela permet de favoriser les exportations, «donc l'investissement, donc l'embauche». C'est le seul moment où Barre parle du chômage qui empire pourtant chaque jour.

«RAISONS DIVERSES»

Mais tous les indices ne peuvent être casés par Barre dans la rubrique des indices satisfaisants. L'indice des produits alimentaires par exemple. Celui-ci a augmenté de 11,1 % de janvier à septembre contre 8,5 % à la même époque l'an passé. «Il y a à cela des raisons diverses» nous dit Barre. Et là encore, les pays du Tiers-Monde sont mis sur la sellette pour le café et le cacao : là dessus avoue le premier ministre,

regrettant l'ère de la dépendance coloniale ou néo-coloniale, nous n'avons pas pris, sauf à limiter nos importations...

Deuxième «explication» à la montée en flèche de



cet organisme ? Sans grand effet jusqu'à présent.

Barre a déclaré : «Nous

LES MESURES DÉCIDÉES

- Diminution de 5 % et blocage au 15 octobre 77 du prix du poulet de chair pour tenir compte de la baisse du prix du soja.
- Les marges commerciales seront limitées pour la viande de veau «comme elles le sont déjà pour la viande de bœuf» (?), et pour les poissons, les coquillages et les crustacés.
- Prix plafonds pour les eaux minérales et la plupart des vins d'A.O.C. servis dans les restaurants et débits de boissons, ainsi que pour les bières et certaines denrées solides à consommer sur place dans ces débits.
- Prix bloqués : pâtisseries fraîches
- Produits taxés en valeur absolue : croissants, pains au chocolat.
- Favoriser l'approvisionnement des marchés par l'accroissement de certaines importations de fruits. Suspension des droits de douane sur les agrumes et les pommes pour les prochains mois. Vente de beurre à prix réduit à partir de décembre.
- Implantation de «grandes surfaces» à Paris.

l'indice : si les légumes et les fruits ont augmenté de 18,4 % depuis janvier, c'est «à cause des conditions climatiques»

Ces explications «climatiques» guère convaincantes ne peuvent nous faire oublier par exemple que l'on vient encore de détruire plusieurs centaines de milliers de têtes de choux-fleurs parce que les conditions climatiques ont été soi-disant trop favorables ! Barre oublie de rappeler que des choux vendus trente centimes par le paysan sont vendus 3,50 F au détail. Même type d'«oubli» que par laquelle Barre se garde bien de rappeler que si celui-ci a baissé de 30 % à l'importation, seulement 10 % ont été répercutés au détail. C'est sur l'alimentation, dit Barre, qu'il convient d'accentuer notre effort de modération. Les mesures annoncées, décidées par le Conseil des ministres risquent bien de passer inaperçues dans le panier de la ménagère (voir encadré).

C'est la Direction Générale de la concurrence et des prix qui sera chargée de veiller au respect de ces mesures. Cela n'a-t-il pas toujours été la fonction de

nous y avons tous une part de responsabilité.»

Les travailleurs sont-ils responsables des hausses ? Pour justifier un appel à l'union sacrée autour de la lutte anti-inflation, il n'hésite pas, une fois de plus à présenter comme facteur d'inflation, une prétendue «hausse inconsidérée de la hausse des rémunérations, la réduction de la durée du travail.»

MENACES

La menace de nouvelles amputations du pouvoir d'achat qu'il agit face aux travailleurs s'ils ne se soumettent pas à son plan, nous la connaissons bien : quant aux appels à la «ménagère» comme il l'a fait, c'est un procédé démagogique qui lui non plus n'est pas très neuf.

CONSTAT D'ÉCHEC

Ce qui ressort de ce discours, c'est surtout un constat d'échec du plan à tout point de vue sur les prix, sur l'emploi dont il n'a été question qu'allusivement au détour d'une phrase. Pourtant, a annoncé Barre, «le gouvernement ne déviara pas de la ligne qu'il s'est tracée». Une promesse à peine voilée, non d'enrayer la hausse des prix mais de maintenir la pression contre les travailleurs.

Calendrier électoral

«Les élections législatives auront lieu à leur date normale, en mars 1978, comme je n'ai pas cessé de l'annoncer depuis 1974. En effet, en dehors des circonstances particulières, le maintien de la date normale des élections contribue au fonctionnement régulier des institutions démocratiques.»

Giscard dixit. C'était aussi un coup de patte à Chirac qui avait quitté le gouvernement, notamment parce qu'il était partisan d'élections anticipées.

Le 12 et 19 mars ont été retenus pour les deux tours de scrutin.

13 février : ouverture du délai pour le dépôt des déclarations de candidatures pour le premier tour.

18 février : date limite pour le dépôt des candidatures.

20 février : ouverture officielle de la campagne.

11 mars : à minuit, clôture du premier tour de la campagne.

12 mars : premier tour.

14 mars : fin du délai pour le dépôt des candidatures pour le second tour.

17 mars : dernier jour officiel de la campagne

19 mars : deuxième tour.

3 avril : ouverture de la session parlementaire.

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

A travers la presse

Qui croit encore à M. Barre ?

L'enthousiasme et la foi dans les capacités du professeur Barre sont bien retombées dans la presse bourgeoise.

Le journal financier *Les Échos* considère de très haut ces mesures concernant le panier de la ménagère. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est que continue l'essentiel du plan Barre : le blocage des salaires, et la restructuration de l'industrie au prix d'un accroissement du chômage !

Pas nécessaire et pas question

«Les mesures qu'il annonce en vue de mieux contrôler certains prix sont tout à fait limitées et circonstancielles. Elle ne remettent aucunement en cause le dispositif anti-inflationniste d'ensemble, appliqué depuis septembre 76 et qui suit son cours. Celui-ci reste en place et demeure le cœur de l'action gouvernementale. Il n'est pas nécessaire et il n'est pas question de le modifier...»

Le journal *Les Échos* ajoute que «le pouvoir d'achat des Français n'a généralement pas diminué du fait de la cure d'austérité». Il s'agit, on s'en doute, des Français lecteurs de ce journal : boursiers, petits et gros actionnaires et autres hommes d'affaires.

Un petit coup de démagogie

Le *Figaro* pour sa part ne pouvait faire autrement en tant qu'organe semi-officiel du RPR que d'apporter un soutien compensé par des critiques démagogiques à l'action du successeur de Chirac à Matignon. «Un résultat positif en ce qui concerne l'investissement, l'emploi et la compétitivité des exportations, le prix des services a également été maîtrisé.» Si les mots ont un sens, *Le Figaro* ne les connaît pas... Ça, c'était pour le soutien. Côté critiques démagogiques, *Le Figaro* interroge : «Mais s'est-on préoccupé d'une façon concrète et suffisamment tôt de ce qui compose le panier quotidien de la ménagère, a-t-on assez porté l'attention sur les produits simples qui ne cessent d'augmenter ?»

C'est là que transparaît toute la sollicitude bien connue de l'ancien premier ministre Chirac pour les petites gens.

Le bâton et le bâton

Mais c'est le *Quotidien de Paris* qui exprime le mieux l'inquiétude et la grogne de couches bourgeoises et petites bourgeoises devant l'incapacité de Barre à maîtriser l'inflation et à recueillir un consensus : «Pour la première fois depuis qu'il est à Matignon, M. Raymond Barre a reconnu, au moins en partie, l'échec de sa politique économique (...) Pour la première fois, il a paru subir au lieu d'agir (...) Qu'il ne s'étonne pas alors qu'on relève ce paradoxe en vertu duquel il continuera d'imposer aux Français des restrictions dont il a montré hier qu'elles ne freinent pas l'inflation. M. Barre, c'est le bâton et le bâton.»

L'on sent, par derrière, les vociférations de Nicoud ou par exemple les cadres de la CGC qui réclament à cor et à cri l'augmentation de leurs traitements, avant tout.

Quant à *L'Humanité*, on y trouve cette phrase curieuse : «Le gouvernement et le patronat s'efforcent de camoufler le chômage. Il est plus difficile de dissimuler les hausses de prix». Comme si le plan Barre ne signifiait pas avant tout, pour la classe ouvrière, une extension sans précédent du chômage, accompagnée d'un blocage des salaires. Il est vrai que le Programme Commun ne prévoit pas, même en cinq ans, la résorption du chômage...

Seul *Le Matin* félicite nettement Barre. L'économiste R. Priouret y déclare dans l'éditorial : «Tout d'abord M. Raymond Barre ne dévie ni de sa fermeté ni de son objectif principal (vraiment ?) qui est de freiner la hausse des prix (...) Ces mesures plairont aux treize millions de cadres moyens, employés et ouvriers qui avaient un peu le sentiment d'être les dupes de la politique d'assainissement du gouvernement.»

Voilà une indication assez claire de la politique économique, du type plan Barre bis, que le P.S. entendrait mener, s'il avait les rênes du gouvernement.

LE BUDGET DE LA DÉFENSE RENCONTRE DES DIFFICULTÉS

Mercredi 2 novembre, Bourges, ministre de la Défense s'est expliqué devant la commission de la Défense à l'Assemblée Nationale. La discussion a porté sur le projet de budget militaire pour 1978. Provisoirement la commission a décidé de ne pas adopter ce budget. Son vote définitif sera connu avant le 9 novembre, date à laquelle le budget viendra devant l'Assemblée. Ce qui fait problème pour

les rapporteurs de la commission et pour de nombreux députés, c'est la décision qu'a prise le gouvernement d'ajourner la construction du sixième sous-marin nucléaire et c'est plus généralement le budget de la marine. Bourges ne conteste pas que les crédits attribués à la marine constituent «le point faible» du budget.

Le coût de la construction de ce sixième

sous-marin, considéré généralement comme une défense efficace contre une agression possible des super-puissances, est l'équivalent de 0,5 % du budget de l'équipement de la Défense pendant 7 ans, durée de sa construction. Le gouvernement avait pris en 76 la décision d'arrêter la construction du sixième sous-marin nucléaire lance-missile au profit d'autres programmes. Un porte-hélicoptère a de la même manière vu sa réalisation repoussée.

Il est probable que malgré ces choix, les députés voteront dans leur majorité le budget.

«Coup de barre à gauche»

«La convention du 6 novembre, vient de déclarer Chevènement, dont nous aurions souhaité qu'elle prenne la forme d'un congrès extraordinaire, est l'occasion de briser la logique suicidaire qui entraîne la gauche vers la défaite. Donner un coup de barre à gauche, réaffirmer qu'il n'y a qu'une seule stratégie, celle de l'Union de la gauche et de la rupture avec le capitalisme, c'est pour le parti socialiste le seul moyen de rester fidèle à Epinay, c'est-à-dire à lui-même, et de conjurer ainsi les vieux démons de la division qui renaissent de leurs cendres.»

Ces propos sur un nécessaire «coup de barre à gauche» peu de temps après des déclarations du même Chevènement sur le fait que le PS a fait la preuve de son ancrage à gauche, témoignent de la position précaire du CERES dans le cadre de la crise de l'Union de la gauche. Alors que ses propos cités plus haut ne peuvent qu'être favorablement accueillis par le PCF, le député de Belfort déclarait jeudi à 13 h sur TF 1 : «Nous avons des approches différentes sur la manière de faire progresser l'Union de la gauche qui peut avoir évidemment, à plus long terme des conséquences (...).»

L'intérêt du PS c'est de préciser les ouvertures qu'il a déjà faites, de façon à mettre le parti communiste devant ses responsabilités et de montrer clairement à des millions et des millions de travailleurs où sont les responsabilités de la rupture...»

La volonté indéniable du CERES d'appuyer le PCF est toutefois limitée par la position officielle du PS dont Chevènement et ses amis doivent tenir compte.

La droite du PS et la crise à gauche

Selon Rocard, l'attitude du PCF dans la polémique de la gauche, est rien de moins qu'un crime contre l'espoir. «Il faut constater que les communistes donnent à la droite une chance de garder le pouvoir. Il faudra qu'ils s'en expliquent avec les travailleurs de France. Cela veut dire qu'ils ont changé d'attitude, d'état d'esprit et de stratégie.»

Prétendant parler «au nom des travailleurs», Rocard a parlé de «la responsabilité du PCF d'avoir, peut-être, fait perdre les élections au monde du travail qui avait enfin l'espoir, après vingt ans, de voir changer une manière de gouverner». Il est vrai que l'espoir s'arrêtait là...

Entonnant le même couplet, Defferre a déclaré à France-Inter : «L'attitude du PCF est utile à qui ? A la droite. La victoire de la gauche semblait presque certaine. Il y a eu la suspension du 23 septembre. Depuis la droite a repris espoir. L'attitude du PC fait le jeu de la droite». Le maire de Marseille a ajouté : «D'ici le mois de janvier, les communistes vont continuer à nous attaquer quoique nous disions». Puis il a ajouté : «En janvier, ils feront leur compte pour voir s'ils ont regagné le terrain perdu. Si leur politique a été efficace, je ne sais pas ce qui se passera ; si ce n'est pas le cas je pense que le Parti Communiste se tournera vers nous». «Je ne pense pas que ce sont des concessions faites maintenant qui débloquent la situation», a précisé Defferre, indiquant ainsi ce qu'il pensait notamment des dernières initiatives de Chevènement.

Nicoud s'en va-t-en guerre

Il y a juste deux ans, Nicoud était reçu par Giscard d'Estaing. Il y a quelques jours, Giscard recevait à déjeuner un échantillon de commerçants.

Mais voilà qu'aujourd'hui, Nicoud repart en guerre et tonitrué : «Je vais immédiatement appeler les commerçants à se révolter. Barre fait la politique que souhaiterait appliquer Marchais. Il offre aux grandes surfaces collectivistes le monopole de la distribution en France sur le dos de centaines de milliers de commerçants. C'est la condamnation de toute politique libérale. (...) Barre a annoncé qu'il irait au charbon, je lui promets un coup de grisou.»

C'est que les nouvelles mesures de Barre, pour essayer de dissimuler pendant quelques temps avant les élections, la hausse des prix sur les produits les plus visibles, les plus sensibles quotidiennement vont sans doute gêner aux entournures certaines catégories de petits commerçants.

La marge de manœuvre de Barre est étroite : pensant que la cassure de la gauche peut faire glisser vers la majorité une frange d'électeurs, il se permet le risque de s'aliéner momentanément des couches ménagées habituellement par le gouvernement. Cela reste très délimité. Barre compte gagner au change par les illusions que pourraient susciter les mesures qu'il vient de prendre.

Lettre d'un technicien français de Zouerate.

«NOUS ÉTIIONS DES PIONS»

● Nous publions ci-dessous à titre de document de larges extraits d'une lettre envoyée au Monde par un technicien français qui a travaillé à Zouérate jusqu'en 1976.

«Personne ne doutait plus à Zouérate, le 31 décembre 1975, du danger qui planait sur notre colonie française. Le raid mené la nuit précédente par les maquisards contre la centrale électrique avait

échoué, mais les Sahraouis avaient montré leur volonté et leur capacité de s'attaquer à la mine de fer. La campagne d'intoxication menée conjointement par le gouvernement mauritanien et la direction de la SNIM au sujet de l'inexistence du Front Polisario recevait ainsi un démenti qui aurait dû être définitif. L'avertissement donné par les Sahraouis n'a cependant pas été perçu de cette façon par les autorités de Nouakchott, qui y ont vu l'attaque de la dernière chance, le point d'orgue de terroristes voulant détruire l'œuvre historique de la réunification de la Mauritanie.

Une autre campagne, dont on peut se demander aujourd'hui quelles étaient les véritables motivations, a alors débuté. La mise en garde de M. Eudeline, responsable de la sécurité à Zouérate, a seule jeté une note discordante dans un ensemble rassurant : parades de troupes mauritanienes, visite de l'ambassadeur de France, excursion touristique sur la mine d'un groupe de journalistes étrangers et affirmation sans cesse répétée que «la France ne risquerait pas une nouvelle affaire Claustre multipliée par mille».

Tranquillisés, donc, nous étions. Quelques défaitistes avançaient que nous étions des pions dans la partie jouée par l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la France, pions dont le rôle se situait à deux niveaux : dissuader les R'Guibats (1) d'attaquer la mine, poumoum du pays, en risquant de faire des victimes française ; au cas où effectivement il y aurait eu atteinte aux citoyens français, provoquer l'intervention de Paris, ce qui permettrait à la Mauritanie de sortir de son enlèvement. On peut se demander si un acte décisif de cette partie, dont le sort de quelques familles françaises était l'un des pions, n'est pas en train de se jouer.

Mais il faut alors constater que les dirigeants de la SNIM-COMINOR ont menti aux agents français et à leurs familles qui leur faisaient confiance. Nous avions le désir de fuir ce conflit qui nous dépassait. Ils nous ont convaincus de rester à Zouérate. Aux nouveaux embauchés, ils ont tu systématiquement les risques.

Lors de la visite de l'ambassadeur de France à Zouérate, le champagne a coulé à flots et les paroles d'encouragement égalemment (...).

(1) : Tribus sahariennes.

Giscard accentue ses menaces contre le Polisario

Le double jeu de l'activité diplomatique et du chantage militaire continue. Jeudi soir, le premier ministre lybien Jalloud a été reçu pendant plus d'une heure par le président de la République, qui entend s'occuper personnellement de l'affaire. Dans le même temps, l'émissaire français Claude Chayet, après avoir rencontré le président du Croissant Rouge Algérien, s'est enfin entretenu avec le ministre de l'information de la République Arabe Sahraouie Démocratique, Salem Ould Salek. Une nouvelle réunion devait avoir lieu vendredi matin. Les discussions entre représentants du gouvernement français et du gouvernement de la R.A.S.D. montrent bien qu'il s'agit bien là d'une affaire politique et non d'une simple histoire de «prise d'otage» comme la propagande bourgeoise tendait à la faire croire, en France.

Cette activité diplomatique ne saurait pourtant cacher les menaces d'intervention militaire, qui sont loin d'être écartées. Les troupes françaises sont à pied d'œuvre, et ce n'est certainement pas par hasard si le chef d'état-major de Hassan s'est lui aussi rendu en France jeudi.

A coup sûr, le renforcement de la coopération militaire et l'éventualité d'une opération conjointe franco-maroco-mauritanienne étaient à l'ordre du jour.

BRESIL

Des prisonniers politiques ont été victimes de tortures dans les locaux de l'organisme militaire de lutte contre la subversion, révèle la presse de Rio après le démenti de l'armée. Trois des détenus ont maintenu leurs accusations devant la justice militaire. Par ailleurs, l'armée a occupé le campus de Brasilia.

ARGENTINE

Les cheminots en grève ont reçu des télégrammes de mise à pied. Ils avaient repris la grève après avoir refusé l'offre d'une augmentation de 34 à 43 % faite par le gouvernement. Ils exigent des augmentations de 90 à 100 %. Les travailleurs du métro poursuivent également la grève. Le mouvement risque de s'étendre à d'autres catégories. Le gouvernement a donné l'ordre de refuser toute augmentation au-dessus de 40 %.

JAPON

Le premier ministre japonais a annoncé un plan d'importations accéléré. Cela répond aux exigences américaines de voir le Japon développer ses importations. D'après ce plan elles devraient se développer avec le Tiers Monde, dans les domaines alimentaires. Des droits de douane sur certains produits comme les machines électroniques, les automobiles et les films seront abaissés pour permettre le développement des importations.

USA

Le sénat américain a approuvé la décision de surseoir à la construction, au déploiement du missile Cruise... Cependant, la décision ne pourra être appliquée que si elle est approuvée par les deux chambres. Le Congrès l'a refusée. Selon un sénateur, la conférence entre les deux chambres pour parvenir à une position commune sera un «combat sanglant».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

PROTESTATION CONTRE L'EXPULSION DE SAÏD SMITH

Dans un communiqué l'organisation marxiste-léniniste marocaine l'Alal Amam s'élève vigoureusement contre les mesures d'expulsion à l'encontre de Saïd Smith, de deux militants mauritaniens et de plusieurs sahraouis.

Le communiqué souligne que c'est en tant que militant dévoué à la cause anti-impérialiste que Saïd Smith a été arrêté et ex-

pulsé. Militant au Maroc, il participa aux luttes de la jeunesse scolaire. Etudiant en France, il a milité au sein de la Fédération de l'UNEM, dont il a été secrétaire général. Dans le cadre de l'AMF, il s'est lié aux travailleurs marocains, en lutte. Combattant le régime marocain, il a pris position clairement en faveur de la lutte du peuple sahraoui. En février 77, il

devait être condamné par contumace, à la détention perpétuelle, au procès de Casablanca organisé contre 174 militants.

Dénonçant la menace d'invention directe de l'impérialisme français, le communiqué déclare en outre : «L'impérialisme français, ancien occupant colonial de la région a pour objectif de protéger ses intérêts et ses positions

stratégiques dans cette partie de l'Afrique et du monde arabe. Or, les succès grandissants militaires et politiques de la guerre de libération du peuple sahraoui dirigée par le Front Polisario, ont, non seulement réduit à néant le plan réactionnaire et impérialiste d'occupation du Sahara Occidental et l'exploitation des ressources — comme le prévoyait cyniquement les accords de Madrid — mais ce développement de la lutte du peuple sahraoui lié à celui du peuple marocain et du peuple mauritanien a aiguë et aggravé la crise que connaissent les régimes réactionnaires marocains et mauritaniens (...)

L'impérialisme accentue son engagement pour assurer la survie du régime mauritanien de Ould Dad-da, pour renforcer le soutien logistique et militaire aux forces d'invasion au Sahara Occidental, pour tenter d'isoler le peuple algérien et menacer ses acquis anti-impérialistes (...)

En tout état de cause, ces préparatifs d'une intervention militaire, confirment le rôle grandissant de l'agressivité de l'impérialisme français en Afrique et mis à la place «palestinien». Le juge a déclaré : «Il faut frapper avec une main de fer toutes ces tentatives venant des jeunes arabes».

Le poète palestinien Ali el Khalili a été arrêté par les autorités sionistes. Il travaillait aussi comme journaliste à Al Fajr qui sort à Jérusalem.

Deux ouvriers de Gaza ont été arrêtés car ils sabotaient le matériel de l'usine «Folfat» de la colonie de Kiriati Jat. Cet acte de résistance a coûté 20 000 livres israéliennes à l'usine.

Le village de Oumm Al Fahm en Galilée a organisé une grande manifestation pour célébrer l'anniversaire de la mort de Nasser : des drapeaux palestiniens ont flotté pour la première fois sur le village depuis l'occupation en 1948. Des photos de Yasser Arafat ont été affichées et des discours ont été prononcés en soutien à l'OLP.

Yomma EL KHALIL

Un rapport d'Amnesty International sur les prisonniers sahraouis au Maroc

Dans un rapport sur la répression au Maroc, Amnesty International révèle : «Depuis 1976, quand l'armée a engagé des opérations au Sahara occidental, des camps de détention ont été créés non seulement pour les prisonniers de guerre, mais aussi pour les membres de la population civile suspects de sympathie pour les guérilleros du Polisario. Le nombre de ces personnes ainsi détenues au Maroc même est évalué entre cent et cent cinquante. Les autorités marocaines gardent le secret sur les nomades ainsi détenus. Dans le Sahara occidental, on pense que le nombre des civils détenus se compte par centaines.



Les conditions sanitaires dans les camps sont déplorable (certains prisonniers ne peuvent se laver pendant des mois) et la nourriture (pain et soupe) est insuffisante. La plupart des prisonniers arrêtés sont périodiquement interrogés et torturés. Les tortures sont considérées comme une pratique normale de la police d'Etat,

pendant les interrogatoires de détenus politiques».

Le rapport indique par ailleurs qu'il y a 200 prisonniers d'opinion dans les prisons du royaume. «Les activités non violentes des groupements marxistes léninistes ou même des membres des partis politiques bien établis tombent sous l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'Etat».

Palestine occupée : lutte et répression

4 - L'union face à l'occupation

Depuis l'occupation de la Palestine, les sionistes ont pratiqué une politique de discrimination systématique entre différentes catégories du peuple palestinien lui-même, voulant empêcher son unité dans la lutte, entre différentes confessions, entre citadins, et campagnards et bédouins etc...

Aujourd'hui, il suffit de voir l'ampleur de la répression et le caractère massif, étendu, de la lutte contre l'occupation, pour comprendre que la tentative de division du peuple palestinien a échoué, qu'il est uni autour de l'OLP dans sa lutte de tous les jours.

Les Palestiniens de confession druze ont été longtemps présentés comme «privilegiés» par les sionistes. Aujourd'hui un «comité d'initiative druze» s'est créé autour du chef religieux druze et a présenté une série de revendications aux autorités sionistes. Parmi ces revendications, la communauté druze demande d'arrêter la discrimination entre elle et les différentes communautés palestiniennes, d'abolir le service militaire obligatoire pour les druzes «israéliens», d'arrêter les expropriations des villages druzes. Face à ces revendications nationales, les sionistes menacent. Le

journal Maariv du 21-9-77 écrit : «Il est possible d'utiliser la politique de la «main forte» vis-à-vis des organisations ennemies, même si leur activité est limitée actuellement... Le «Comité d'initiative druze» est encore jeune, mais ses membres demandent d'enlever la nationalité druze, ils disent qu'ils sont arabes... et demandent qu'il y ait la mention arabe au lieu de druze sur leur identité... Ils ont participé à la «journée de la terre» et autres manifestations...»

Le journal Haaretz a annoncé dernièrement que les forces sionistes avaient déclenché une vaste opération d'arrestations parmi les bédouins du Negeb, car ceux-ci se sont opposés à l'expulsion de leurs terres près de Beer Saba : ils ont frappé plusieurs inspecteurs et policiers venus dans ce but. Le temps est fini où les sionistes pouvaient, sans rencontrer de véritable résistance, chasser les bédouins palestiniens d'une «réserve» à l'autre. Les autorités sionistes ont aussi arrêté un jeune palestinien de 25 ans de la région du Negeb, ancien bédouin, parce qu'il s'était emparé de documents secrets de l'armée sioniste, concernant les prévisions d'implantation de colonies militaires.

DE MULTIPLES FAITS DE RÉSISTANCE

Un palestinien de 20 ans de la ville de Haïfa a été arrêté et condamné à payer 3 500 livres israéliennes car il avait barré le mot «israélien» de sa carte d'identité et mis à la place «palestinien». Le juge a déclaré : «Il faut frapper avec une main de fer toutes ces tentatives venant des jeunes arabes».

Le poète palestinien Ali el Khalili a été arrêté par les autorités sionistes. Il travaillait aussi comme journaliste à Al Fajr qui sort à Jérusalem.

Deux ouvriers de Gaza ont été arrêtés car ils sabotaient le matériel de l'usine «Folfat» de la colonie de Kiriati Jat. Cet acte de résistance a coûté 20 000 livres israéliennes à l'usine.

Le village de Oumm Al Fahm en Galilée a organisé une grande manifestation pour célébrer l'anniversaire de la mort de Nasser : des drapeaux palestiniens ont flotté pour la première fois sur le village depuis l'occupation en 1948. Des photos de Yasser Arafat ont été affichées et des discours ont été prononcés en soutien à l'OLP.

Yomma EL KHALIL

Nouvelles de RFA

«Inapte à la production industrielle»

Ce n'est certainement pas la santé des travailleurs qu'ont en vue ces capitalistes qui envoient leurs ouvriers dans les «centres de diagnostic médical pour travailleurs» qui naissent à l'heure actuelle un peu partout en République fédérale. A Osnabrück, par exemple, vient d'être inauguré un centre médical desservant seize entreprises. L'avantage pour les capitalistes est évident : ils disposent d'informations détaillées sur la santé de la main-d'œuvre de la région. Le travailleur usé par l'exploitation et n'ayant pas espoir de voir sa santé se rétablir, sera jugé «inapte à la production industrielle», et donc licencié : il n'aura alors guère de chance de retrouver un autre emploi à Osnabrück.

La collaboration étroite entre patrons et médecins du travail exerçant dans ces centres est garantie par un loi de 1973 qui définit les fonctions du médecin du travail. Ces fonctions consistent entre autres dans «la saisie et l'exploitation systématique des résultats d'examen et de toute autre information relevant de la médecine du travail». La loi conclue sans équivoque : «C'est pour l'employeur que le médecin du travail remplit ses fonctions».

Chômage des jeunes

Selon les statistiques officiels, il y aurait, en RFA, environ 100 000 chômeurs adolescents. En réalité, beaucoup plus de jeunes sont touchés par le chômage : selon la confédération syndicale DGB, leur nombre s'évalue à 300 000.

Les patrons exploitent à fond la situation de ces jeunes qui, chômeurs dès la sortie de l'école, sans espoir d'acquiescer une formation professionnelle valable, ne touchent aucune allocation : pour pouvoir choisir comme apprentis les «meilleures élites», les entreprises engagent comme stagiaires non-payés les élèves en fin de scolarité.

Dans les entreprises, les conditions de formation pour les apprentis se dégradent de plus en plus : heures supplémentaires non payées, travail à la pièce, infractions au règlement sur la protection de la santé des jeunes travailleurs, sont à l'ordre du jour. Et les patrons réclament maintenant la suppression de certaines dispositions de ce règlement qu'ils estiment «contraires à l'efficacité de la formation». Le gouvernement qui déclare «examiner certaines facilités» pour les employeurs d'apprentis a, pour l'instant, réduit de 68 % à 47 % d'un salaire OP l'allocation de chômage pour les travailleurs se retrouvant chômeurs à la fin des leur apprentissage. Cela ne suffit cependant pas à l'association patronale «Gesamtmetall» qui, elle, en prétextant «la création de nouvelles places d'apprentissage» réclame tout simplement le blocage des salaires d'apprentis.

Par Anne RHEIN

En bref... En bref...

France - Amérique latine

Le directeur de la Banque Interaméricaine de Développement est en visite à Paris. La banque qui draine les investissements occidentaux vers l'Amérique Latine a récemment admis de nombreux nouveaux membres, parmi lesquels la France. Celle-ci doit participer à une augmentation de capital de la banque en échange de la possibilité d'investir dans le sous-continent. Les États Unis gardent la haute main sur la banque et Carter a nettement affirmé que les Américains entendaient orienter le courant des investissements.

Maldives

Le gouvernement des Maldives a refusé de louer pour un million de dollars l'ancienne base de Gan, organisée par les britanniques. Il a répondu à l'URSS qui lui avait fait cette offre, qu'il ne louerait pas l'ancienne base à une super-puissance. A 320 kilomètres de cette île de l'océan indien, les États-Unis ont installé la base de Diego Garcia.

O.N.U.

La commission de l'ONU sur l'Europe s'est prononcée contre le tout électrique, alléguant que la production d'électricité pour le chauffage des locaux ne devait pas être développée, sans que l'on puisse utiliser la chaleur emmagasinée dans les eaux de refroidissement.

Il y a 23 ans, le peuple algérien déclenchait la guerre de libération

CEUX QUI SOUTENAIENT EN FRANCE LA LUTTE DU PEUPLE ALGÉRIEN



● Dès le début de la guerre de Libération, le PCF se refuse à toute solidarité active avec la lutte du peuple algérien. Tout en dénonçant, à l'occasion les «excès» de la répression, le PCF a, pendant de très longues années, prôné une solution négociée, qui impliquait non pas l'indépendance de l'Algérie, mais l'établissement de «liens particuliers» avec la France. Cette logique néocoloniale l'a tout naturellement amené à voter les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet qui envoya massivement le contingent et fit régner, avec Massu, la terreur à Alger. (Voir le QDP du 3 novembre).

Au début de la guerre d'Algérie, il me semblait dérisoire de faire des campagnes d'affiches avec les groupuscules et de participer à des défilés à un tel point que j'ai décidé de contacter des Algériens pour participer d'une façon plus concrète. Romantiquement, je voulais combattre dans les maquis.

Mais les Algériens m'ont fait comprendre que je pouvais être utile ailleurs, que dans les Maquis. Ils étaient au complet dans la mesure où ils manquaient d'armement et je suis rentré au réseau Jeanson avec lequel j'ai eu le contact grâce à des amis algériens.

LE TRAVAIL DE SOUTIEN DANS LE RÉSEAU

Comme nous n'étions pas assez nombreux, nous avions diverses tâches à accomplir. J'ai été journaliste pour un bulletin qui s'appelait «Vérité-Pour». Ensuite agent de liaison et comme disait la DST, agent recruteur ce qui était difficile. A présent tout le monde déclare avoir aidé l'Algérie mais à l'époque, c'était très difficile de recruter. Et puis, je me suis occupé d'autres tâches qui concernaient la sécurité des militants du FLN, quel que soit leur grade, d'assurer le passage des frontières, du matériel, des hommes et des armes. La tâche numéro 1 c'était surtout les cotisations, c'est-à-dire l'argent le nerf de la guerre. Chaque mois, dans cette longue pyramide qui

part de chaque ateliers et entreprises pour finir à l'étranger, nous aidions les Algériens à collecter, comptabiliser, et faire voyager l'argent. Cet argent servait ici au fonctionnement de la Fédération du FLN en France au soutien des familles de détenus, et à l'étranger à alimenter la guerre. Alors le travail principal était de faire en sorte que la police n'intercepte pas cet argent qui, si on peut dire, a coûté très cher : il a coûté beaucoup d'arrestations, de tortures et de condamnations à mort. Cet argent était collecté pour la plus grande part auprès des travailleurs algériens, qui devaient payer à l'époque environ 3 000 anciens francs par mois, les commerçants un peu plus. On peut dire que le peuple d'Algérie a autofinancé sa guerre. Le principal de l'argent venait du peuple, des travailleurs. Car si beaucoup de pays, de l'Est notamment faisaient de belles déclarations, pendant les premières années, ils faisaient des promesses d'argent mais ne les tenaient pas. Y compris les pays maghrébins ou Africains. Il y avait un grand décalage entre les promesses et les versements. Nous avions tous conscience que cet argent était indispensable pour mener la guerre et la faire durer jusqu'à la victoire.

ARRÊTÉ, ÉVADÉ, EXILÉ

Oui j'ai été arrêté au début 1956. Ça c'est passé

La position du PCF laissa désarmés notamment dans la classe ouvrière, de nombreux militants, qui aspiraient à soutenir la lutte du peuple algérien. Néanmoins, parmi tous ceux qui trouvèrent le moyen de s'adresser au FLN pour servir la cause du peuple algérien, 30 % étaient des ouvriers, même si, à leurs côtés intellectuels, employés et fonctionnaires, forment la plus grande majorité.

Nous publions ici l'interview d'un ancien membre du réseau Jeanson. Fils d'ouvrier, il était comédien au moment du déclenchement de la guerre.

à la frontière espagnole, et j'ai été ramené à Paris. Je suis resté entre les mains de la DST 3 jours et 3 nuits. J'ai été malmené physiquement. Je suis resté une année en prison et je me suis évadé et j'ai été condamné à 10 ans de prison assorties de 5 ans de privation de droits civiques 5 ans d'interdiction de séjour, et 7 millions d'amende. Après mon évasion j'ai rejoint le FLN en Europe d'abord et au Maghreb ensuite.

Jusqu'à l'indépendance j'ai vécu à Alger le 5 juillet 1962. Le gouvernement de Gaulle, avait toujours refusé que le gouvernement algérien exigeât quoi que ce soit en ce qui concerne, disait-il, ses traités. Par conséquent, pour tous ceux qui étaient comme moi, on peut dire que la guerre d'Algérie a continué jusqu'en 1966. Je suis donc rentré en France en février 1966, où, dans la foulée de l'OAS, belle compagnie en vérité !, nous avons été amnésiés.

LE REFUS DU PCF

J'aurai beaucoup de choses à dire là-dessus. D'abord je peux affirmer que, quand j'étais agent recruteur, je me suis adressé à des organisations de gauche, à des militants en particulier du PCF. Et chaque fois que je m'adressais individuellement à eux, certains disaient : «Oui, mais il faut que je demande à ma cellule». Certains le faisaient, d'autres non. Cela est remonté

jusqu'aux fédérations et au Comité Central. On sait bien que la politique du PCF était contre. Ils sortaient les textes de Lénine, s'il le fallait. Seulement, ils disaient au militant qui était déterminé : «Tu prends ta carte d'abord (...) après, fais ce que tu veux».

Cela n'empêche pas aujourd'hui le PCF de brandir les trois déserteurs qui d'ailleurs ont pris individuellement la décision de désertir. J'ai parlé du PCF mais c'était pareil pour les autres organisations. L'UGS à laquelle j'appartenais n'était pas d'accord pour l'aide directe pas plus que la CGT. Ils se contentaient de faire des meetings pour réclamer la paix en Algérie et seulement dans les derniers temps, l'indépendance.

Le 1^{er} novembre 54 je pense immédiatement aux militants connus ou inconnus, tous ceux qui sont morts à cette époque là et ça représente ensuite, quand on prend un peu de recul, un extraordinaire, un incroyable pari sur l'Histoire. Après coup, on dit toujours ces 9 là et ceux qui les suivaient ils étaient dans le sens de l'histoire. Mais il faut savoir ce que c'était le 1^{er} novembre 54. C'était «Le calme en Algérie», c'était l'Algérie dont personne dans le monde ne savait comment on y vivait et quels étaient les méfaits du colonialisme.

C'est un pari extraordinaire fait par une poignée d'hommes. C'est des montagnards, des paysans, et des analphabètes qui ont déclenché la révolution.

Les mouvements d'opposition à la guerre

En dehors du réseau de soutien Jeanson, — nous publions l'interview d'un de ses membres —, existaient des mouvements d'opposition à la guerre, tels que «Jeune Résistance» et «le mouvement anticolonialiste français».

JEUNE RÉSISTANCE

Tandis que la guerre en Algérie s'intensifie de plus en plus, la jeunesse française en fait les frais. 1 500 000 jeunes du contingent partent sans enthousiasme en Algérie rejoindre l'armée, où ils seront contraints de devenir des assassins, des tortionnaires. Cependant, certains refusent cette situation. Ils seront environ 1 800 à préférer l'insoumission, plutôt que d'assumer le rôle qu'on leur réserve.

Ces 1 800 insoumis se divisent en trois catégories : — 700 d'entre eux refusent la guerre ; ce sont les réfractaires qui s'établiront dans le Nord de l'Europe et en Scandinavie. — 400 environ sont des pacifistes qui réclament un statut de service civil et prônent l'objection de conscience. — 700 autres sont des politiques.

Tous ces gens, en rupture avec la loi, sont hors frontières, où ils poursuivent leur action en faveur du FLN.

Ils sont soutenus de l'intérieur, par un réseau qui multiplie la propagande jusque dans les casernes, et par des déclarations à la presse. L'appel des 121, posant le principe de l'insoumission, est très influencé par les positions de Jeune Résistance.

Jeune Résistance, sera dénoncé par le PCF comme des aventuriers, quelquefois même des membres de Jeune Résistance seront cités nommément dans la presse du PCF.

Quelques libéraux comme Mme Françoise Giroud tentent dans le Journal L'Express, de les présenter comme des jeunes désespérés et désespérés qui ont commis une sorte de suicide moral. Et elle rappelle perfidement qu'aux yeux de la loi, ce sont des traités.

Le réseau intérieur de Jeune Résistance, organise aussi la prise en charge et le cheminement hors frontière des déserteurs, ainsi que leur recasement à l'étranger.

A la fin de la guerre d'Algérie, Jeune Résistance représentait environ y compris les déserteurs, 3 000 personnes.

LE MOUVEMENT ANTI-COLONIALISTE FRANÇAIS

Le MAF, mouvement de l'intérieur, qui multiplie la propagande en faveur de l'opposition à la guerre d'Algérie, et de l'aide au FNL, s'adresse aux ouvriers et syndicats afin qu'ils établissent des liens avec l'AGTA. Ses mots seront :

- pas une usine, pas une faculté, pas un lycée, pas une entreprise, pas une caserne, pas une unité, sans un comité de lutte anti-colonialiste.
- Femmes de France dressez-vous contre le départ de vos enfants.
- Jeunes de France c'est vous qu'on désigne pour mener une guerre honteuse, refusez de devenir des tortionnaires des militants du Front de Libération National.
- Plus un homme plus un sous pour le colonialisme.
- Plus de morts à vingt ans
- Guerre à la guerre coloniale
- Petit réseau, il sera néanmoins très actif.

PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 4 novembre

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 00 - Au théâtre ce soir. Colinette. Pièce de M. Achard.
 22 h 40 - Télé-foot
 23 h 40 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les diamants du président. Feuilleton
 21 h 35 - Apostrophes. Les français en 40. Avec H. Amouroux, P. Mendès-France et A. Conte
 22 h 45 - Journal
 22 h 50 - Ciné-club. Le septième sceau avec Max von Sydow. Au milieu du 14^e siècle, le chevalier Block de retour de la croisade découvre la peste et la mort sous les traits d'un personnage de noir vêtu. Il entame avec elle une partie d'échec. La métaphysique bergmanienne sur l'amour, la mort, la vie. Un film dépouillé d'une certaine beauté.

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Vendredi. Spécial information. A la une des journaux du 23 septembre 1977
 21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire. L'Amazonie
 22 h 25 - Journal et fin
 22 h 30 - Emission alsacienne

Samedi 5 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Numéro un. Claude Nougaro
 21 h 30 - La riche et le pauvre. Feuilleton américain.
 22 h 20 - Boxe : Briscoe-Valdes. En direct de Milan
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les rebelles. Deuxième partie : la queue, la République est menacée par les lignes fascistes. A Clermont dans les Cévennes, à la base se constitue un «Front Populaire».

22 h 05 - Le dessus du panier
 23 h 00 - Jazz. Emission de JC Averty.
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
 19 h 45 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les animaux chez eux
 20 h 30 - Le dernier professeur de danse. Un vieux professeur de danse hongrois lutte en vain contre les rythmes modernes. Même les villageois se tournent vers la musique pop à laquelle il ne veut rien comprendre.
 22 h 30 - Journal et fin

Aspects du cinéma américain

CENT VINGT MILLIONS POUR UN FILM

En une semaine, du 29 octobre au 4 novembre, il est passé à la télévision française sept films et six feuilletons américains, sans compter les dessins animés. Ces chiffres à eux seuls donnent une idée de l'invasion du petit écran par les productions américaines. En ce qui concerne le cinéma la situation est similaire. Cette influence de l'appareil culturel de l'impérialisme américain est bien connu, ce qui l'est moins ce sont les conditions dans lesquelles sont créés ces œuvres.

Un film à gros budget revient rarement à plus de sept à huit millions de francs. Les superproductions américaines peuvent atteindre la somme astronomique de cent-vingt millions de francs, par exemple «*un pant trop loin*» dont la réalisation a coûté plus cher que la bataille qu'il décrit. Il faut ajouter à ce budget l'équivalent de 40 % du coût de la production pour les frais de publicité. Columbia a dépensé plus de vingt millions pour la publicité de «*The deep*» («*Les grands fonds*»), sorti cet été.

Qu'est-ce qui justifie des investissements aussi élevés ? Evidemment, pas «*l'amour de l'art*», mais la rentabilité comme pour toute entreprise capitaliste. Des films comme «*L'exorciste*» ou «*Les dents de la mer*» ont réalisé des bénéfices énormes. «*La guerre des étoiles*», dans la seule période de trois mois est un des plus grands succès financiers de l'histoire ci-



La guerre des étoiles

nématographique.

Pour le cinéma, le succès se mesure au nombre de billets vendus et éventuellement aux ventes à la télévision. Pour la télévision, c'est plus complexe. Pour les trois grandes chaînes privées américaines, un sondage quotidien, les Nielson Ratings, effectué sur 3 000 spectateurs choisis au hasard qu'il note pendant une période de plusieurs semaines tout ce qu'ils ont regardé à la télévision, permet de connaître l'indice d'écoute respectif des chaînes. Le prix d'un spot publicitaire est calculé en fonction de ce sondage et peut atteindre cinquante ou cent mille francs pour trente secondes. Il y aura cette année pour les trois chaînes un budget de quinze milliards de francs.

La bataille pour ce marché est acharnée. Chaque chaîne se bat pour la première place ou au

moins pour ne pas être la dernière. Les chaînes produisent plus de programme qu'elles ne peuvent en programmer, ceci leur permet de tenir des émissions en réserve pour le cas où certaines ne marchent pas. C'est ainsi qu'il y a des programmes prévus pour un an qui sont rejetés après quelques semaines parce qu'il n'y a pas assez d'écoute.

Le marché est déterminant dans ce système, mais également le contenu des productions. L'industrie cinématographique et télévisuelle américaine se vante de l'absence de censure officielle. La propagande américaine parle de la totale liberté d'ex-

pression aux États-Unis. En fait, la censure officielle est remplacée par l'auto-censure. La désignation du public, c'est-à-dire les interdictions aux mineurs, est faite par une commission contrôlée par l'industrie cinématographique. Il en va de même pour la télévision. Celle-ci a toujours été beaucoup plus auto-censurée que le cinéma en ce qui concerne la pornographie. La violence, par contre, n'est pratiquement pas censurée.

Si la force motrice d'un tel système de production est le profit, l'encadrement idéologique joue un rôle essentiel. Nous examinerons cet aspect dans un prochain article.

COMMUNIQUÉ

Le vendredi 4 novembre à 20 h 30 à la MJC du Mont-Mesly, 100 rue Juliette Savar à Créteil. Projection du film chilien «*Dialogue avec l'Amérique*» de J. Covacevitch (1971), suivie d'un débat public avec des représentants du MIR et de l'Unité Populaire.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «*Lettrés Nouvelles*»
 copyright Editions Denoël 110^e épisode

Le gérant qui déposait les poubelles dehors nous vit sortir ensemble.

Arezki acheta un journal, mais le garda sans le lire, serré sous le bras. Je le pris et lui montrai les nouvelles qui se rapportaient à la guerre. Il haussa les épaules. Avant que l'autobus s'arrêtât à la porte de Choisy, il serra très fort mes doigts, et je lui rendis la même pression.

La sonnerie retentissait lorsqu'il rejoignit sa place à la chaîne. J'étais là depuis quelques minutes, échangeant des banalités avec Mustapha. Une véritable ivresse me saisit, et tous les élans

que je n'avais pas eus pendant la nuit affluèrent en moi. Je projetai de happer son bras lorsque les hasards du travail nous isoleraient, et de l'embrasser à la saignée, à cette place fragile où se croisaient ses veines exagérément gonflées, afin que ce geste insolite, déplacé, lui donnât la mesure de mon attachement.

Depuis le départ de Lucien et malgré la présence d'Arezki, je me sentais isolée. Jamais mon frère ne m'avait été du moindre secours mais le savoir proche, présent, me rassurait. Bernier cherchait en vain à nous prendre en faute, suivant Arezki des yeux quand il s'approchait de moi. Si j'avais commis à cet instant quelque erreur professionnelle, il m'aurait impitoyablement sanctionnée. J'en fis des fautes ce matin-là... Gilles ne me cacha pas son irritation. J'essuyai ses reproches en silence, tandis que Bernier se délectait. A l'heure de la pause, Gilles vint me chercher. Il m'emmena devant une carcasse et me montra le tableau de bord. Je l'avais laissé passer sans en signaler le défaut, visible pourtant.

— Vous vous rendez compte ?

— Oui, il n'est pas de la même couleur.

— Et voilà ! Je pourrais vous en montrer d'autres. Qu'avez-vous ? Malade ? C'est Lucien qui vous tracasse ? Les événements ? Vous savez, Elise, la participation jusqu'au désespoir ne sert à rien.

Voyant que je ne voulais pas répondre, il n'insista pas. Je sortais de l'atelier quand le délégué m'arrêta.

— Il ne faut pas vous laisser faire. Un chef, même Gilles, n'a pas le droit de vous retenir

après l'heure.

— Il s'inquiétait de mon frère.

— Devant une voiture que vous aviez contrôlée ?

Je m'éloignai et descendis pour téléphoner. J'appelai d'abord Anna au Foyer, mais elle ne s'y trouvait pas. Alors je demandai Aincourt. Je ne pus obtenir aucune indication sur l'état de mon frère.

Je me trainai tout l'après-midi d'une voiture à l'autre, et, le soir, je retrouvai la chambre et le lit où je m'endormis sans me déshabiller.

Le lendemain, le gérant me remit une lettre déposée par Anna.

— Je profite de l'occasion pour vous rappeler, grogna-t-il, qu'il est interdit de faire dormir quelqu'un qui n'est pas sur le livre. Surtout des... étrangers.

Elise, je me suis rendue hier à Aincourt, mais c'était l'heure de la cure et je n'ai pu approcher Lucien. On m'a rassurée. Nous avons l'autorisation de lui rendre visite le 4 mai. J'ai averti Henri. Il nous conduira.

— Viendras-tu, Arezki ?

— Non, qu'est-ce que j'irais faire ?

— Tu connaîtrais Henri, Anna, et Lucien, j'en suis sûre, serait heureux de te parler.

— Non, ni Henri, ni Anna. Je n'ai envie de connaître personne.

Il vint le dimanche comme il l'avait promis. La veille, il m'avait appelée au téléphone, mais la présence du gérant me gênait pour lui répondre.

à suivre

Les syndicats face à 78

CE SONT LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES QUI PROVOQUERONT LES CHANGEMENTS

Engager la réflexion politique sur le rôle des syndicats en 78, comme nous l'avons vu hier, c'est devenu une nécessité pratique pour de nombreux syndicalistes. Pour y voir clair aujourd'hui dans l'orientation de l'activité syndicale, comme dans leurs responsabilités, les militants syndicaux s'interrogeant sur la rupture de l'Union de la gauche se trouvent confrontés au fond du problème : Quelle conception du rôle des travailleurs ? Vers quelle société à venir avancer ? De quel « changement profond » y a-t-il besoin et comment y travailler en « syndicaliste ».

Un camarade de la CFDT des Bouches-du-Rhône nous rappelle que ce sont bien vers ces questions que débouche logiquement la réflexion sur les querelles et interrogations d'aujourd'hui. Mais il nous indique aussi combien ce débat peut être truqué et tronqué par les discours des partis de la gauche bourgeoise et leurs relais au sein des directions syndicales. Il y a loin, par exemple, des proclamations « socialiste et autogestionnaire » de Maire à la réalité contestable et contestée d'un soutien CFDT au parti de Mitterrand... Les militants le ressentent fortement et certains s'en plaignent d'ores et déjà largement comme d'un risque marqué de compromission ou d'intégration vis-à-vis de la gauche au pouvoir en 78.

Par rapport à cette réalité, le forcing du PCF pour s'attacher les bonnes grâces politiques de militants CFDT et leur soutien à sa politique, n'arrange pas les choses. Bien au contraire. Des lecteurs nous ont fait part à nouveau d'opérations « charme » en cours... On voit que dans la mesure où les manœuvres du PS sont vécues et critiquées dans certaines sections (telles que Berliet) celles du PCF sont moins clairement ressenties ou minimisées gravement. Là où se mène par contre le vrai débat, où une réflexion politique est en cours sur l'avenir ouvrier et la question de l'après 78, alors apparaît plus nettement combien les grossières manœuvres révisionnistes sont des appels politiciards bourgeois. Car il laisse de côté tous les problèmes réels, tout ce qui a trait — surtout — au rôle concret des travailleurs et à leurs luttes. Parlant exclusivement de ce qui l'arrange, le PCF montre ainsi ce qui par contre le dérange et que révèlent ses silences et ses embarras autant que ses propositions avouées : c'est de son arrivée au pouvoir de toute force qu'il veut parler ; c'est l'action consciente des travailleurs pour leur émancipation qu'il veut évacuer.

S.R.

Interview d'un responsable syndical des Bouches-du-Rhône

Que penses-tu des positions prises au niveau des confédérations syndicales après la rupture de l'Union de la Gauche ?

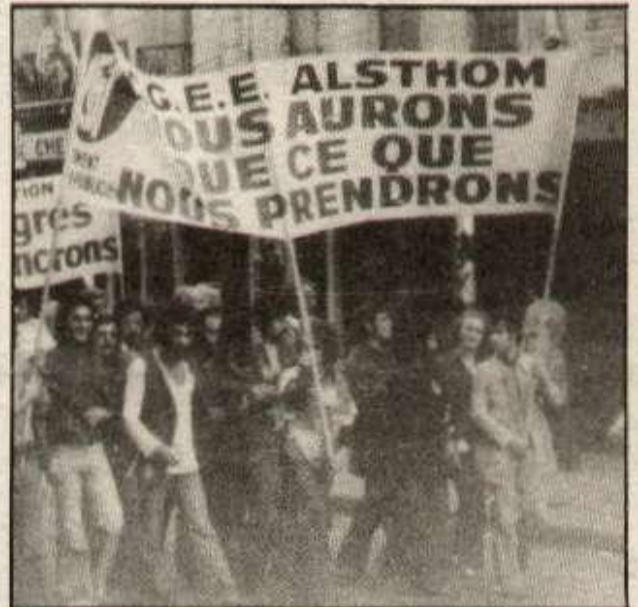
— CFDT : Tout le problème du discours de Maire à l'heure actuelle : à chaque prise de position par rapport à la crise de l'Union de la gauche, il y a une série d'éléments d'analyse corrects, et puis, dans le courant du discours, un soutien presque officiel au PS contre le PC, ce qui débouche sur une stratégie erronée. Et depuis un mois dans les communiqués officiels, ça n'arrête pas : chaque fois, c'est le PC qui a tort et le PS qui « en gros » a raison. Et ça c'est grave parce que ça part d'éléments d'analyse justes et vécus comme tels par de nombreux militants CFDT et ils (Edmond Maire et la direction de la CFDT) arrivent à les remettre dans leur stratégie de l'Union des Forces populaires, et de ça, il s'en débat jusque dans l'Union départementale.

Maintenant, on s'aperçoit qu'à travers ce concept d'Union des

Forces Populaires, que la direction CFDT est seule à véhiculer, on est plus unitaires que tous les autres. C'est très grave car ça veut dire qu'après avoir critiqué le Programme commun en disant que ce n'était pas le socialisme... maintenant la CFDT risque d'être la seule à demander que le Programme commun soit mis en œuvre, si on n'y prend pas garde !

Si l'on reprend quelques unes des dernières déclarations d'Edmond Maire concernant le PS, on relève des critiques, mais il précise qu'elles « ne sont pas de même nature ». Qu'en penses-tu ? Ces positions ne donnent-elles pas lieu à des débats parmi les militants ?

— CFDT : J'en sors justement d'un, dans lequel la position du syndicat est celle-ci : « On n'a rien à foutre des discours du Bureau national ou d'Edmond Maire : il y a chaque fois un soutien au PS ! Ce que nous devons faire, c'est reprendre la lutte contre le plan Barre, faire avancer les revendications et occuper un terrain où la



CGT est de plus en plus absente parce qu'elle est paralysée par les diffusions appelant à soutenir le PCF... quand ils ne sont pas carrément déjà tombés dans les bras des patrons en se voyant déjà au pouvoir ! » Par exemple, pendant que nous diffusons des tracts sur les salaires, la CGT diffusait *L'Humanité spéciale* ; notre tract se lisait et *L'Humanité* restait.

Parmi les militants CFDT, il y a un peu de dégoût de voir ce qui se passe à gauche ; parce que c'est vrai qu'il y avait espoir de changer à travers l'Union de la gauche. Mais on voit bien maintenant ce qu'ils sont. On doit se rendre compte qu'ils n'ont pas changé, ni l'un ni l'autre. Alors maintenant il va falloir trouver autre chose. Les déclarations politiciennes et politiciards, ce n'est pas là-dessus que nous voulons nous battre. Il y a donc la conscience qui se développe que ce sont les militants, dans

les entreprises, qui vont arracher des victoires et que ce sont eux qui provoqueront des changements.

Dans la plate-forme, il y a un certain nombre de points très intéressants sur les libertés et les droits syndicaux qui sont assez indépendants de l'Union de la gauche, qui obligent à modifier le rapport de forces sur le terrain ! Dans une période de crise comme actuellement, on peut arracher à la droite des éléments importants. Quand, en 68, on a gagné la loi sur les délégués syndicaux, on n'a pas perdu notre temps, parce que ça ne se reprend pas comme une augmentation de salaire.

La période actuelle est-elle favorable à un débat plus approfondi ?

— CFDT : Absolument ! C'est l'évidence même. Et la situation s'est très vite éclaircie. Je me souviens à la rentrée en septembre, il y avait un climat intenable, une profonde morosité. Ce qui me fait dire que l'Union de la gauche était un étouffoir. Et maintenant après ce qui s'est passé à gauche, au lieu d'être découragés, les gars se disent « maintenant c'est à nous de nous occuper des affaires ». Car dans l'actuelle guerre de tranchées que nous menons sur les revendications, les partis de gauche n'interviennent pas, ils ont déserté le terrain.

Nous devons répondre aussi aux questions que se posent de nombreux travailleurs sur : qu'est-ce que l'on fabrique ? Pourquoi ? A qui et à quoi ça sert ?... Edmond Maire a raison quand il dit « qu'il est nécessaire d'amorcer un autre type de développement, reposant sur une véritable réduction des inégalités en matière de salaires, de revenus, de savoir et d'assurer une maîtrise réelle des travailleurs sur l'organisation et les conditions de travail, sur le produit fabriqué et son utilité... »

Mais les travailleurs jugent aussi la pratique !

Lettre ouverte du PCF

au secrétaire de la section CFDT de Berliet (Vénissieux)

Parti
Communiste
Français
SECTION BERLIET - VÉNISSIEUX
sens démocratique

Vénissieux, le 11 OCTOBRE 1977

LETTRE OUVERTE

au
Secrétaire Général du
syndicat C.F.D.T. BERLIET
DESIGNO André.

Cher camarade,

Un grand débat actuel, sur le programme commun et son contenu, a lieu au niveau national.

Comme nous le disons souvent, il ne faut pas que l'espoir des travailleurs soit déçu.

Aujourd'hui je m'adresse à toi en nom des communistes de Berliet pour te dire combien nous partageons la déclaration du Bureau Confédéral C.F.D.T. sur l'attitude du Parti Socialiste et l'analyse faite sur les nationalisations.

À notre avis, nous enregistrons de nombreuses convergences qui confortent les informations et documents diffusés par notre section d'entreprise chez Berliet.

Ton organisation a publié un tract intitulé « Rétablir les conditions de l'union » ; il nous semble souhaitable un échange d'information entre nos deux organisations.

L'entreprise ne paraît pas le cadre le plus favorable encore pour une rencontre qui pourrait avoir lieu à votre convenance.

Je t'adresse, cher camarade, mes salutations les meilleures.

V/LA SECTION BERLIET

le secrétaire
A. DESIGNO

André Designo

Des camarades de la CGT-Berliet nous ont fait parvenir un autre document soulevant un problème semblable à celui posé par le camarade lecteur de Paris 19^e à propos des manœuvres du PCF vis-à-vis de la CFDT Sécurité sociale. Il s'agit de la « lettre ouverte du PCF au secrétaire du syndicat CFDT-Berliet » à Vénissieux. Ces militants CGT de Berliet s'étonnaient de « voir le PCF reprendre point par point toutes les convergences de critiques sur le PS occasionnées par la position de la direction CFDT, à l'égard des nationalisations, des salaires, comme d'autres sujets encore, mais en oubliant tout ce qui est dit comme critique à son sujet. Il prétend appeler à une réunion pour travailler à l'union. Mais laquelle ? La sienne, bien sûr ! Celle qui l'arrange ». Les camara-

des indiquaient encore que « c'était une manière de profiter de la faiblesse actuelle de la CFDT-Berliet pour mettre de l'huile sur le feu dans Rhône-Alpes entre le PS et le CERES. D'autant plus que certains militants CFDT écœurés par des problèmes qu'il y a eu dans leur section il n'y a pas si longtemps (répression contre des « basistes » opposés au CERES et au PS) se demandent si l'intervention du PCF en accentuant les problèmes ne serait pas en fin de compte une bonne chose... Mais nous qui subissons chaque jour dans la CGT la mainmise du PCF et devons lutter contre sa volonté de tout régenter pour que les travailleurs puissent avoir droit à la parole et ne lui servent pas de masse de manœuvre pour parvenir au pouvoir, nous les mettons en garde : c'est

une manœuvre grossière ! »

Depuis, cette lettre ouverte n'a pas reçu de réponse de la CFDT-Berliet. Mais dans certains ateliers cela a posé le problème de « quelles sont donc les positions réelles de la CFDT ? ». Les camarades de Berliet relevaient en effet à quel point le PCF pouvait jouer sur la confusion et la mauvaise connaissance des positions CFDT, en même temps qu'il faisait jouer à fond ses positions dans la CGT pour qu'elle pèse à ses côtés.

L'interview réalisée par notre correspondant de Marseille auprès d'un militant actif de la CFDT des Bouches-du-Rhône vient confirmer les problèmes posés par l'ambiguïté des positions confédérales de la centrale d'Edmond Maire pour de nombreux syndicalistes.